



# **CONTRAT LOCAL DE SANTE**

## **VILLE DE SAINT-OUEN-SUR-SEINE**

### **2019 – 2022**



Entre Monsieur le Maire de Saint-Ouen-Sur-Seine, Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France, Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, Monsieur le Président du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis et Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine-Saint-Denis.

Il a été convenu de signer le présent Contrat

Local de Santé, portant sur la ville de Saint-Ouen-Sur-Seine,


Et dont le contenu est décrit dans le présent document,

A Saint-Denis, le 4 décembre 2019

**La Commune de Saint-Ouen-Sur-Seine,**  
représentée par  
**Monsieur William DELANNOY,**  
Maire de Saint-Ouen-Sur-Seine



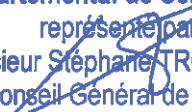
**L'Agence Régionale de Santé d'Ile de France,**  
représentée par  
**Monsieur Aurélien ROUSSEAU,**  
Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé



 **La Préfecture de Seine-Saint-Denis,**  
représentée par  
**Monsieur Georges-François LECLERC,**  
Préfet de Seine-Saint-Denis



**Le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis,**  
représenté par  
**Monsieur Stéphane TROUSSEL,**  
Président du Conseil Général de Seine-Saint-Denis,



**La Caisse Primaire d'Assurance Maladie,**  
représentée par  
**Monsieur Patrick BOÏS,**  
Directeur de la CPAM 93



# SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	4
Le contexte réglementaire.....	4
La gouvernance.....	4
Saint-Ouen-Sur-Seine : Une ville en pleine évolution .....	5
 PREAMBULE .....	6
La Ville de Saint-Ouen-Sur-Seine .....	6
L'Agence Régionale de Santé d'Ile de France .....	7
La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis (CPAM93).....	9
Conseil Départemental Générique aux Contrats Locaux de Santé .....	11
 LE CONTRAT LOCAL DE SANTE DE 3ème GENERATION .....	14
Un CLS inscrit dans la continuité et dans l'innovation. ....	14
Un CLS inscrit sur un territoire impliqué en matière de santé.....	15
Le CLS3 : un outil de déclinaison du Projet Régional de Santé 2 porté par les partenaires .....	17
Un CLS qui prend en compte tous les déterminants de santé.....	20
 LES FICHES ACTIONS .....	24

# INTRODUCTION

## Le contexte réglementaire

Les Contrats Locaux de Santé (CLS) font l'objet d'une disposition d'ordre général dans le cadre de la loi N° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé.

L'article L. 1434-10 IV du Code de la Santé Publique dispose : « La mise en œuvre du projet régional de santé peut faire l'objet de contrats locaux de santé conclus par l'agence, notamment avec les collectivités territoriales et leurs groupements, portant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social ».

Un Contrat Local de Santé est un outil de contractualisation au service d'une politique de santé territorialisée. Il renforce la qualité de la mise en œuvre de la politique de santé au niveau local, dans le respect des objectifs du Projet Régional de Santé, en favorisant une meilleure coordination des politiques publiques, des financements et des acteurs. Cette démarche s'inscrit aussi dans les orientations de la stratégie nationale de santé et constitue un levier de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

### Les CLS permettent donc de :

- Faire partager les priorités de santé par les citoyens d'une collectivité ;
- Bénéficier de la connaissance de chaque commune envers sa population, des réseaux sociaux, des associations, de la réalité du territoire pour améliorer l'efficacité des actions en santé, notamment de prévention ;
- Participer à la construction ou au renforcement des dynamiques locales de santé, en tenant compte des besoins et des leviers existants dans les territoires ;
- Mieux prendre en compte et réduire les inégalités d'accès à la prévention et aux soins ;
- Promouvoir la santé auprès des publics les plus fragiles, en particulier les publics précaires ;
- Inscrire l'action dans le temps, dans le cadre d'un partenariat de trois ans ;
- Etablir le lien entre la politique de santé régionale et les projets portés par les collectivités.

## La gouvernance

**Le Comité de Pilotage** associe les représentants des cosignataires, du Comité Régional des Cancers 93, du service Promotion de la santé en faveur des élèves, des représentants des professionnels de santé de tous exercices (libéraux et salariés), du Coordinateur ASV/CLS, de services municipaux, d'associations locales et d'associations départementales.

Instance large de concertation, il se réunit au moins une fois par an, pour faire un point d'étape de la mise en œuvre des orientations et des actions décidées, et avoir un échange opérationnel sur les difficultés rencontrées pour leur mise en œuvre. Le comité de pilotage doit être tenu informé des décisions du comité technique et de l'évolution de la réflexion des groupes de travail thématiques.

**Le Comité Technique** associe les représentants des cosignataires, le coordinateur CLS/ASV et les pilotes des groupes de travail thématiques. Il se réunit au moins une fois par an pour faire un point d'étape sur l'état d'avancement des actions et de la réflexion des groupes thématiques, et proposer des orientations au comité de pilotage.

**Les groupes de travail par axes thématiques** se réunissent autant que de besoins et rendent compte de leurs travaux aux différents comités.

**Le Coordinateur CLS** anime le pilotage global pour le compte de l'ensemble des signataires ; il rend compte de ce pilotage à chacun ou chacune des personnes désignées par les signataires pour suivre le CLS ainsi qu'aux membres des comités.

## Saint-Ouen-Sur-Seine : Une ville en pleine évolution



Entre 2009 et 2016, la population de Saint-Ouen-sur-Seine a connu une croissance démographique importante. **La ville comptabilise 49 664 habitants** (Sources : Insee 2016) contre 46 510 habitants en 2009, soit une augmentation de 6,78% et représente près de 3,1 % de la population totale du Département dont la population a progressé de 4,5% en 3 ans.

Saint-Ouen-sur-Seine est une ville en pleine mutation qui recense de nombreux projets d'aménagement sur l'ensemble de son territoire associés à une activité économique dynamique. Les chantiers de construction et de réhabilitation sont nombreux et intéressent l'ensemble de son territoire. Ses atouts et son image de "ville qui bouge" attirent de nouveaux habitants, entreprises et institutionnels, tels que le Conseil Régional d'Île-de-France qui a choisi de s'y installer en février 2018, ou encore le futur hôpital Grand Paris Nord qui devrait voir le jour à l'horizon 2028.

Si l'impact sur la population est bien réel avec une augmentation des classes moyennes et supérieures dans le dernier relevé Insee 2016 par rapport à 2011, il n'en demeure pas moins que les besoins en matière de prévention et d'amélioration de l'offre de soins sont toujours d'actualité.

On peut en effet noter l'arrivée de 10 000 nouveaux habitants liée notamment à la livraison de 4000 logements au sein de la ZAC des Docks tandis que dans le même temps le nombre de médecins généralistes diminue. La mise en service prochaine (fin 2019) de la ligne 14 du métro aura un impact certain sur la mobilité des habitants et donc sur le recours aux soins.

L'évolution urbanistique ne s'arrête pas seulement à des programmes de rénovation tels que l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) ou le programme de renouvellement urbain d'intérêt régional (PRUR), elle comprend également la transformation en profondeur de quartiers entiers tel que cela est prévu dans le cadre de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Enfin on peut citer l'installation du village olympique sur une partie du territoire communal et la poursuite du développement de la ZAC des Docks.

Ces évolutions de l'environnement, qui constituent une véritable mutation en profondeur de la ville, ne sont pas sans interrogations voire inquiétude pour une partie de la population et les conséquences pour la santé devront être prises en compte par ce nouveau CLS.

# PREAMBULE

## La Ville de Saint-Ouen-Sur-Seine



La Commune de Saint-Ouen-Sur-Seine a adopté, en 2012, son premier Contrat Local de Santé cosigné par l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France et la Préfecture de Seine-Saint-Denis.

Ce contrat renouvelé une première fois en 2014 pour une durée de 3 ans, a fortement mobilisé la Municipalité autour des questions portant sur la santé dans toutes ses dimensions, à savoir physique, psychique et sociale.

### Les actions en matière de Prévention

La dynamique du Contrat Local de Santé a permis la mise en place de nombreuses actions de prévention mais aussi une organisation des services afin d'installer une transversalité nécessaire au portage des outils suivants :

#### 1. Conseil Local de Santé Mentale (CLSM)

Outil de coordination entre les acteurs de terrain, les usagers et les élus sur les questions de la souffrance psychique. C'est lors d'un groupe de travail qu'est né le besoin d'accompagner au mieux les adolescents en difficulté sur le plan psychique avec la mise en place d'une « **plateforme santé mentale jeunes** ».

#### 2. Atelier Santé Ville (ASV)

Véritable démarche en direction des habitants des quartiers « politique de la ville ». Les nombreux contacts noués avec la population ont permis d'identifier les sujets de préoccupation en matière de santé. Cela a d'ailleurs été l'occasion de reconnaître que les questions liées à l'environnement étaient essentielles, notamment la problématique de l'infestation par les punaises de lit, véritable nuisance contre laquelle il est nécessaire de mobiliser tous les acteurs impliqués autour de cet enjeu de santé publique.

#### 3. Médiation Santé

Les réunions de quartiers ont permis de repérer des personnes dans des situations complexes sur le plan médico-social.

C'est ainsi que la Municipalité a fait le choix de créer un poste de médiation en santé, afin de favoriser un accompagnement adapté de ces personnes.

La mobilisation des acteurs, la richesse des outils mis en place ont abouti à la création d'un **Service Prévention**, afin d'assurer une meilleure visibilité et portage de ces actions.

### Les actions en matière d'offre de soins

Le territoire de la ville de Saint-Ouen-Sur-Seine est marqué comme nombreuses autres communes du Département par une véritable crise de la démographie médicale dans un contexte où la population augmente de manière conséquente (+ 10 000 habitants dans les années à venir).

Outre un **renforcement de l'offre de soins** notamment en médecine générale dans les 3 centres de santé, il est proposé :

- une **consultation sans rendez-vous** ainsi que des **visites à domicile** par les professionnels des centres de santé.
- un accompagnement personnalisé des professionnels de santé libéraux qui souhaitent s'installer sur le territoire (projet en cours de **Maison de santé pluridisciplinaire**)

Au-delà de l'offre de soins, il s'agit d'offrir aux acteurs de santé du territoire de nouvelles modalités d'organisation et de coordination, tel que cela sera proposé par la mise en place d'une **Communauté Professionnelle Territoriale de santé (CPTS)**, véritable outil d'attractivité du territoire.





Introduits par la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires du 21 juillet 2009 et confortés par la Loi de Modernisation de notre Système de Santé du 26 janvier 2016, les Contrats Locaux de Santé (CLS) permettent la mise en œuvre du Projet Régional de Santé (PRS) et constituent les volets santé des Contrats de Ville. Ils peuvent aussi porter autant sur la prévention et la promotion de la santé, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social.

Portés conjointement par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et une collectivité territoriale, ils sont l'expression de dynamiques locales partagées entre acteurs et partenaires de terrain pour mettre en œuvre des actions, au plus près et avec les populations.

### **Un outil de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé.**

Les CLS constituent des outils de mobilisation et de coordinations privilégiés pour lutter contre les Inégalités Sociales et Territoriales de Santé (ISTS) qui caractérisent la région d'Ile de France.

Afin de participer à la réduction des ISTS, les CLS se doivent notamment de favoriser l'action sur les déterminants de santé, le développement des démarches intersectorielles et s'appuyer sur le principe d'universalisme proportionné.

Dans ce cadre, les CLS doivent s'attacher à ce que les actions développées atteignent les personnes fragiles, défavorisées et éloignées de la prévention et/ ou de l'accès aux soins.

### **Un outil pour favoriser la mise en place d'un parcours de santé cohérent.**

Les CLS doivent favoriser, à l'échelle de leur territoire, la mise en œuvre de parcours de santé cohérents, allant de la prévention à la prise en charge globale en passant par les soins, en agissant sur la lisibilité, l'accessibilité et la qualité de ces derniers.

Cet effort de cohérence doit bénéficier en particulier aux personnes pour lesquelles les difficultés sociales conduisent à une fragmentation ou à des lacunes dans la prise en charge.

Les habitants, qu'ils soient usagers du système de santé ou destinataires de politiques de prévention, doivent être associés dans l'ensemble de la démarche.

### **Un outil de mobilisation des professionnels, des citoyens et des usagers.**

Les CLS sont fondés sur une démarche participative et de co-construction. Ils doivent ainsi mobiliser tant que possible la participation des habitants. A ce titre, les CLS doivent permettre d'agir sur certains des déterminants sociaux et environnementaux de santé par une mobilisation convergente des signataires- mais aussi par la participation de l'ensemble des acteurs intervenant dans les champs sanitaires/ sociaux et médicaux-sociaux, des habitants et des usagers.

### **L'articulation de politiques publiques pour la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé avec le Projet Régional de Santé 2018-2022.**

Les CLS représentent un outil de déclinaison territoriale du Projet Régional de Santé 2 défini par l'ARS d'Ile de France pour la période 2018-2022. Ce PRS est guidé par trois objectifs majeurs ;

- . Renforcer la prévention et la promotion de la santé pour préserver le capital santé et bien-être et éviter d'être soigné,
- . Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé dans une région marquée par de forts contrastes en la matière,
- . Adapter les actions et les politiques aux spécificités locales, en cherchant notamment une meilleure coordination des acteurs.

Par ailleurs l'Agence a fait le choix de structurer son Projet Régional de Santé autour de cinq axes de transformation du système de santé ;



- Promouvoir et améliorer l'organisation en parcours des prises en charge en santé sur les territoires,
- Une réponse aux besoins mieux ciblée, plus pertinente et efficiente,
- Permettre un accès égal et précoce à l'innovation en santé et aux produits de la recherche,
- Permettre à chaque Francilien d'être acteur de sa santé et des politiques de santé,
- Inscrire la santé dans toutes les politiques.

Cette approche transversale s'appuie par ailleurs sur huit thématiques de santé identifiées comme prioritaires : périnatalité et santé des enfants jusqu'à 6 ans- santé des adolescents et des jeunes adultes- santé et autonomie des personnes âgées- santé, autonomie et insertion des personnes handicapées- cancer- maladies neuro-dégénératives- santé mentale- maladies chroniques et métaboliques.

**Les évaluations régionales des CLS1 et CLS2** ont permis de mettre en exergue et renforcer les points forts des CLS :

- Une augmentation significative des collaborations entre acteurs de secteurs variés et de l'approche par déterminants,
- Une amélioration des parcours de santé en luttant contre la fragmentation et le décloisonnement des réponses sur un territoire de proximité,
- Le développement de l'approche de politiques transversales.

Ces évaluations successives ont aussi montré la nécessité de renforcer certains éléments de pilotage des CLS, notamment :

- L'ingénierie de projet, et plus particulièrement en termes de suivi et d'évaluation,
- L'animation territoriale, notamment au niveau départemental, ainsi que la sensibilité du ciblage territorial,
- La visibilité au niveau régional du suivi des actions des CLS,
- Un renforcement spécifique sur certaines thématiques, dont la participation des habitants et la notion de parcours de santé.

**Le renforcement des fonctions de soutien des CLS à l'émergence et à la mise en synergie de différents dispositifs locaux de santé publique** représente une orientation stratégique des CLS3. Il concerne notamment :

- Les coopératives d'acteurs en promotion de la santé,
- Les CLSM qui constituent le volet santé mentale des CLS,
- Les CLS facilitateurs à l'élaboration des CPTS.

**Le département de Seine-Saint-Denis se caractérise par :**

- Une moyenne de l'Indice de Développement Humain inférieur à la moyenne régionale, permettant de classer les territoires municipaux en CLS prioritaires ou renforcés,
- Une population plus jeune que la moyenne régionale, fortement impacté par les ISTS dans un contexte social et migratoire particulier,
- Des indicateurs de santé les plus fragiles de la région,
- Une sur-incidence de pathologies infectieuses,
- Une prévalence forte du diabète, de l'hypertension artérielle sévère, des insuffisances respiratoires graves et des troubles psychiques,
- Des pollutions environnementales préoccupantes,
- Une offre de soins fragilisée par une faible démographie médicale,
- 43% en Politique de la ville.

### **Fondement de la démarche CLS sur la ville de Saint-Ouen-Sur-Seine**

L'ARS Ile de France souhaite poursuivre son engagement dans la signature d'un CLS avec la ville de Saint-Ouen-Sur-Seine avec une volonté de déclinaison territoriale de son **Projet Régional de Santé** défini pour la période 2018-2022.

En ancrant ses actions dans une perspective globale intersectorielle et avec l'objectif d'améliorer les parcours de santé, le CLS de Saint-Ouen-Sur-Seine est aussi garant de la déclinaison des plans nationaux **Priorité Prévention, Ma santé 2022, la Stratégie nationale Sport Santé 2019-2024, le plan Santé sexuelle** ainsi

que les plans régionaux tels **Prescri'Forme, le Plan Régional de lutte contre les Violences faites aux femmes**.

Le CLS de Saint-Ouen-Sur-Seine constitue également

- un outil de déclinaison de la **Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté** grâce aux initiatives locales qui atteignent prioritairement les publics défavorisés
- un outil d'articulation entre politiques publiques, en favorisant la déclinaison locale de **conventions partenariales avec l'Education Nationale ou la Protection Judiciaire de la Jeunesse**.

Compte-tenu de la prévalence d'indicateurs de santé défavorables, le département de Seine-Saint-Denis représente un territoire favorable aux expérimentations telles que « **Mission retrouve ton cap** » et « **Dites non au diabète** ».

## La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis (CPAM93)



La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis s'est inscrite dès 2012 dans les premiers contrats locaux de santé signés dans le département. Elle entend poursuivre son engagement avec les autres signataires, dans le cadre de ses missions de service public, et en particulier pour améliorer l'état de santé de la population et contribuer à la réduction des inégalités d'accès à la santé.

Sa contribution prend plusieurs formes : elle participe à l'état des lieux des besoins de santé du territoire (1). Elle conduit de nombreuses actions en vue de faciliter l'accès aux droits et aux soins (2). Elle contribue à la prévention et à la promotion de la santé (3). Elle soutient les initiatives visant à améliorer l'attractivité du territoire pour attirer de nouveaux professionnels de santé et soutient et accompagne une meilleure organisation des soins, visant à mieux répondre aux besoins et à fluidifier les parcours de soins (4).

### 1- Une contribution à l'état des lieux des besoins de santé du territoire

Tout d'abord, la CPAM contribue à l'état des lieux qui permet de définir les priorités et objectifs du contrat local de santé, et d'en mesurer les effets.

A cette fin, elle met à disposition des données concernant la commune, accessibles aux partenaires sur le site internet de l'Observatoire départemental des données sociales (ODDS) : [www.odds93.fr](http://www.odds93.fr). Les données mises à disposition portent sur le profil de la population (démographie, accès à une complémentaire santé, déclaration d'un médecin traitant...), l'offre de soins (démographie des professionnels de santé libéraux, répartition géographique...), et intègrent quelques indicateurs sur la santé de la population, le recours aux soins et à la prévention. Cet état des lieux permet de compléter le diagnostic territorial, réalisé avec les partenaires, qui fait ressortir notamment la persistance de difficultés d'accès aux droits, provoquées notamment par la barrière de la langue, l'illettrisme et « l'illectronisme », les ruptures de parcours liées à la pauvreté et à la précarité, et l'augmentation des besoins de prise en charge à domicile consécutive au virage ambulatoire.

Par ailleurs, il permet de caractériser, pour la commune, la situation de l'offre de santé, globalement insuffisante en Seine-Saint-Denis pour répondre aux besoins de la population. Il apporte cependant une nuance de taille à une approche uniquement quantitative, en faisant ressortir les particularités de l'exercice en Seine-Saint-Denis : les professionnels de santé ont généralement une forte activité, qui vient compenser leur faible nombre.

Les médecins exercent de façon très majoritaire en secteur 1, honoraires opposables, y compris les médecins spécialistes : les médecins secteur 2 sont majoritairement adhérents à l'OPTAM, et s'engagent ainsi à maîtriser leurs dépassements pour faciliter l'accès aux soins. Le tiers payant est une pratique quasi-généralisée, pour toutes les catégories de professionnels de santé.

Ensuite, la CPAM est impliquée dans la plupart des axes d'intervention du CLS, et en particulier sur l'accès aux droits et aux soins, notamment des publics vulnérables, la prévention et la promotion de la santé, et la lutte contre les conduites à risque.

## **2- L'accès aux droits et aux soins :**

Au-delà du service des prestations d'assurance maladie, et des missions de base d'accueil et d'orientation des assurés sociaux, la CPAM engage des démarches partenariales pour faciliter l'accès aux droits des publics les plus éloignés des soins, pour lesquels les démarches administratives constituent un frein.

Dans ce cadre, elle propose aux services sociaux des communes, aux centres de santé et aux établissements sanitaires, ainsi qu'à des associations, un partenariat renforcé, par lequel elle s'engage à former des correspondants, et à traiter les demandes qu'ils lui transmettent par un circuit prioritaire, permettant un accès rapide aux droits.

Elle met à disposition des professionnels de santé une ligne urgence précarité. Pour faire face aux situations de renoncement aux soins, elle propose aux assurés identifiés un accompagnement personnalisé par des conseillers dédiés : les conseillers de la Plateforme d'Intervention Départementale pour l'Accès aux Soins et à la Santé (PFIDASS).

Dans ce cadre, la CPAM est particulièrement attentive à l'accès aux droits et aux soins des publics vulnérables : femmes enceintes, enfants de l'ASE, migrants, jeunes participant aux dispositifs « Garantie jeunes », dans le cadre la démarche PLANIR (plan local d'accompagnement contre le non recours, les incompréhensions et les ruptures). Elle engage en particulier des actions pour faciliter l'accès à la CMUC, à l'Aide médicale de l'Etat, et généraliser l'accès à une complémentaire santé.

## **3- Prévention, promotion de la santé et lutte contre les conduites à risque**

De même la CPAM est particulièrement impliquée sur la prévention et la promotion de la santé.

Elle promeut en particulier toutes les offres de service nationales, comme le programme SOPHIA, programme d'éducation à la santé destiné aux personnes atteintes de maladies chroniques (asthme, diabète), et l'accompagnement au retour à domicile après une hospitalisation (programme PRADO).

Sur le bucco-dentaire, en appui du dispositif d'examen buccodentaire triennal (EBD), étendu aux enfants et aux jeunes de 3 à 24 ans, elle organise et soutient des opérations de sensibilisation et de dépistage dans les classes de maternelle et de CP, en partenariat avec l'Education nationale.

Elle expérimente sur le territoire plusieurs programmes innovants et ambitieux, comme le programme « Mission retrouve ton cap », destiné à prévenir l'obésité des enfants de 3 à 8 ans, et le programme « Dites non au diabète », qui propose un coaching collectif en santé à des adultes à haut risque de diabète.

Elle expérimente également le dépistage systématique des troubles du langage, de la communication et de la vue, pour les enfants scolarisés en petite section de maternelle, avec les orthophonistes et les orthoptistes du département.

Elle promeut la participation systématique à la vaccination contre la grippe pour les publics prioritaires, contribue au respect de l'obligation vaccinale, et soutient la participation aux différents dépistages organisés des cancers (dépistage des cancers du sein, colorectal, et du col de l'utérus). Elle contribue et participe à ce titre à de nombreux forums santé en partenariat avec les municipalités.

La CPAM dispose d'un centre d'exams de santé, implanté à Bobigny et à Montfermeil, mais susceptible de réaliser des exams de prévention en santé « hors les murs », au plus près des habitants de la commune. Ce centre propose également des ateliers d'éducation à la santé, des séances d'éducation thérapeutique du patient et de l'aide au sevrage tabagique.

#### 4- Attractivité du territoire et organisation des soins

Enfin, la CPAM entend également appuyer la commune dans ses démarches visant à améliorer l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé, et contribuer à une meilleure organisation des soins.

Elle promeut ainsi les aides conventionnelles mises place pour attirer de nouveaux professionnels de santé dans les zones insuffisamment pourvues.

En Seine-Saint-Denis, la densité médicale est inférieure de 30% à la moyenne d'Ile-de-France, et cette faible densité se retrouve au niveau de la commune, ainsi que pour la plupart des autres professions de santé. Cette situation, qui va de pair avec le vieillissement des professionnels de santé et le non remplacement des départs à la retraite, génère des difficultés croissantes d'accès à un médecin traitant, à un médecin spécialiste (dermatologue, ophtalmologue...) et à certains auxiliaires médicaux (orthophonistes et masseurs-kinésithérapeutes en particulier...).

La CPAM s'engage à faciliter l'installation de nouveaux professionnels de santé, et à promouvoir des modes d'exercice pluri-professionnels.

Elle accompagne en particulier, avec l'Agence régionale de santé, les professionnels souhaitant créer une maison de santé pluri-professionnelle, ou mettre en place une organisation de télémédecine.

Elle contribue à la mise en place des communautés professionnelles territoriales de santé dans le cadre de l'accord national interprofessionnel négocié par l'UNCAM.

Elle accompagne les innovations dans l'organisation des soins et la prévention, et peut soutenir des projets éligibles à un financement dérogatoire, comme par exemple le dépistage par TROD du VIH dans les officines.

Enfin la CPAM s'engage à poursuivre ses démarches proactives pour aller au-devant des potentiels bénéficiaires d'aides conventionnelles, et à accompagner les nouveaux installés pour qu'ils puissent être rapidement opérationnels.

Ainsi, la CPAM confirme-t-elle son engagement dans la dynamique portée par les contrats locaux de santé. Elle s'associe aux autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre d'une politique de santé efficace, qui s'engage à répondre aux besoins du territoire, autour d'objectifs partagés : garantir un accès universel à des soins de qualité, soutenir l'innovation, réduire les inégalités d'accès à la santé, tout en promouvant une utilisation responsable et pertinente du système de soins.

#### Conseil Départemental Générique aux Contrats Locaux de Santé



Le Département de la Seine-Saint-Denis s'engage dans la **cosignature des Contrats Locaux de Santé** au titre de ses compétences réglementaires et de sa politique volontariste en matière de santé.

En effet, il est un **acteur incontournable de santé publique** sur son territoire, de par ses compétences (PMI, autonomie des personnes âgées et handicapées, accès aux droits dont ceux de santé) mais aussi par son implication historique en faveur du bien-être et de la santé des séquanais-dyonisiens.

Aussi, à travers ses différentes politiques publiques, il se mobilise contre les inégalités sociales et territoriales de santé, enjeu renouvelé dans le cadre du PRS2.



## Vaccination et dépistage pour tous

En délégation de l'Etat, il assure la **promotion de la vaccination** dont le soutien aux séances publiques des communes, le dépistage des cancers, la prévention et le dépistage des maladies sexuellement transmissibles et déploie son programme « *Vers une Seine-Saint-Denis sans Sida* », notamment à travers son *Centre gratuit d'information et de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)* et ses antennes habilitées et soutenues par l'ARS, ses *Centres départementaux de prévention-santé*.

Il développe de plus une politique d'« **Aller-Vers** » par des actions Hors les Murs tels que dans le champ des maladies infectieuses : dépistage de la tuberculose, des IST, consultations pour primo-arrivants. etc

## - La protection maternelle et infantile

**Acteur-clef de la périnatalité et de la santé de l'enfant** avec sa compétence réglementaire de protection maternelle et infantile et de planification familiale, son service de PMI a élaboré un projet de santé publique qui promeut une approche de la santé à la fois globale et de proximité. Celle-ci est donc déclinée par ses équipes de terrain en complémentarité avec les autres acteurs locaux en matière de consultations médicales, de vaccinations, de visites à domicile, de bilans de santé en maternelle, de lutte contre l'obésité infantile, de contraception et d'IVG mais aussi dans le cadre de la lutte contre les pathologies en relation avec l'habitat, etc

## Vers l'autonomie des usagers

Son schéma départemental pour l'autonomie, élaboré de façon partenariale, traduit l'orientation fondamentale des politiques en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap à savoir favoriser **l'exercice des choix de vie et renforcer l'autonomie de ces personnes dans une société inclusive**. Ce au travers, du renforcement de la coordination des acteurs, l'accompagnement des parcours de vie, l'amélioration de l'offre médico-sociale ou encore des dispositifs d'aide aux aidants et de prévention de la maltraitance envers ces personnes vulnérables.

Il est également fortement engagé dans le cadre de la santé mentale au travers de ses différentes politiques et instances : groupe d'appui, Conseils locaux de santé mentale et Projet Territorial de Santé Mentale etc.

## - La santé bucco-dentaire

Le Département conduit également des politiques volontaristes de promotion de la santé tel que **le programme de santé bucco-dentaire depuis plus de 30 ans**. Fort d'un partenariat avec les acteurs de la Seine –Saint-Denis et les Villes, initialement destiné aux enfants, il s'est récemment élargi en direction des personnes âgées, handicapées, et public en besoin. Il s'est également engagé dans le **déploiement de mesures innovantes** en matière de santé bucco-dentaire avec la mise en place d'un **bus dentaire et d'unités mobiles** pour des dépistages et des premiers soins.

## La prévention des conduites à risques chez les jeunes

Acteur de la **prévention des addictions** grâce à la *Mission métropolitaine de prévention des conduites à risque (MMPCR)* et son espace *Tête à Tête*, la santé des jeunes est un axe fort autour de différentes thématiques telles que la sexualité, l'usage des produits psycho-actifs, les réseaux sociaux ou encore les violences. Un des axes de développement en est **l'expérimentation d'une Salle de Consommation à Moindre Risque**. De plus, dans le cadre de son projet éducatif, la mise en œuvre d'actions de santé et bien-être pour favoriser l'épanouissement et la réussite des collégiens est favorisée.

## Les actions transversales du Département

Afin de faciliter l'accès de tous à la prévention et aux soins, il intervient dans le cadre de son *Pacte pour la santé publique* qui comprend plusieurs dispositifs visant à renforcer l'offre en professionnels de santé, déficitaire sur le territoire

Il conduit également des politiques dans des domaines qui sont des déterminants essentiels de la santé : lutte contre les violences envers les femmes à travers un dispositif innovant, protection de l'environnement, accès au logement, lutte contre la précarité énergétique, équilibre alimentaire, développement de la pratique sportive, etc.

Ainsi dans le cadre de son action sociale généraliste, une couverture territoriale au plus proche de la population est assurée pour la protection et l'accompagnement des personnes vulnérables ainsi que l'intervention en santé.

Soucieux de la complémentarité entre les différents acteurs, il soutient le secteur associatif dans le cadre de différents appels à projet sur la santé et ses déterminants.

Ainsi, les **Contrats Locaux de Santé** sont structurés autour d'axes qui recoupent très largement les champs d'action du Conseil départemental. Par leur signature le Département entend donc **confirmer son engagement d'acteur de santé publique** et exprimer sa volonté de s'inscrire dans des dynamiques locales de coopération pour la santé des publics les plus en besoin et la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé au travers du renforcement des partenariats de proximité avec tous les acteurs concernés et les communes.

# LE CONTRAT LOCAL DE SANTE DE 3ème GENERATION

## **Un CLS inscrit dans la continuité et dans l'innovation.**

Les actions proposées dans ce nouveau contrat tiennent compte des inquiétudes liées aux évolutions de l'environnement mais aussi et surtout des préoccupations des habitants qui ont pu être rencontrés au cours des nombreuses réunions dans les quartiers.

La démarche contractuelle du CLS a facilité la concertation, la mise en réseau et le dialogue avec les différents acteurs institutionnels mais aussi avec les acteurs de terrain qui ont contribué au diagnostic partagé.

Certaines actions du CLS2 sont reconduites dans le CLS3 en raison de leur pertinence et du besoin exprimé par la population. Il s'agit notamment des actions de l'axe 1 (Promotion de la santé) qui ont conduit les acteurs à se former et à acquérir une véritable compétence en matière de capacité à agir sur les déterminants de santé. On peut parler de véritable enracinement de ces actions qui font partie du « patrimoine prévention » notamment pour les enfants qui en bénéficient.

L'expérience du CLS précédent a été l'occasion d'identifier de nouveaux besoins exprimés par les habitants, mais aussi par les professionnels.

C'est cette synergie entre professionnels et habitants autour des actions à mener qui a voulu être privilégiée dans la conception de ce nouveau CLS.

Ces actions seront détaillées ci-après mais on peut citer la plateforme jeunesse santé mentale, la médiation santé ou la lutte contre l'infestation par les punaises de lit parmi les plus emblématiques.

Comme le souligne l'ARS, les CLS sont l'un des outils privilégiés de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS).

Malgré un environnement en pleine mutation, le territoire de la ville de Saint-Ouen-Sur-Seine reste marqué par la précarité d'une part importante de sa population avec un taux de familles monoparentales (25% contre 22,7% au niveau départemental) et un taux de chômage au dessus de la moyenne (17.6 %, contre 12,7 % au niveau francilien). La prévalence des pathologies chroniques et la mortalité y sont supérieures aux taux constatés en Ile de France.

En même temps, la ville est sous dotée en médecins généralistes et cette tendance va s'aggraver dans les prochains mois. Enfin, dernier critère aggravant, la population Audonienne devrait croître de plusieurs milliers d'habitants ces prochaines années.

Il est bien évident que le CLS3 ne pourra résoudre à lui seul toutes ces difficultés mais cette situation rend plus que jamais nécessaire la mise en œuvre des actions qui le composent.

On le voit, l'objectif est ambitieux et ne pourra être atteint que par une gouvernance partagée et par une mise en œuvre des actions qui doit favoriser la coopération des acteurs au delà du cloisonnement dans lequel sont parfois les services.

Le CLS3 doit être celui de la maturité en installant la santé dans toutes les politiques publiques.

*« La santé dans toutes les politiques est une approche intersectorielle des politiques publiques qui tient compte systématiquement des conséquences sanitaires des décisions, qui recherche des synergies et qui évite les conséquences néfastes pour la santé afin d'améliorer la santé de la population et l'équité en santé<sup>1</sup>. »*

<sup>1</sup> Déclaration d'Helsinki sur la santé dans toutes les politiques 2013; OMS (WHA67.12) 2014.  
Consulté le 30/08/19 sur le site [www.who.int](http://www.who.int)



## Un CLS inscrit sur un territoire impliqué en matière de santé.

### 2007-2009 – Contrat urbain de cohésion sociale(CUCS)

Le Contrat Urbain de Cohésion Sociale passé entre l'Etat et les Collectivités territoriales engage chacun des partenaires à mettre en œuvre des actions concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers connaissant des difficultés (chômage, violence, logement...).

Le diagnostic réalisé à partir des questionnaires, des réunions successives avec les habitants, les associations et les services ayant des actions déconcentrées dans le quartier, mais également des discussions informelles avec les commerçants et les habitants-ressources, ont permis de dégager diverses problématiques à partir desquelles se construisent les grands objectifs du projet social :

- Insertion Sociale / Alphabétisation / Intégration
- Insertion sociale / Prévention des expulsions locatives

### 2008 : Création de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA).

La ville de Saint-Ouen s'engage pour améliorer le cadre de vie pour les personnes en situation de handicap, en application de la loi relative à l'égalité des droits et des chances, et la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

### 2012 : Signature du Contrat Local de Santé de préfiguration

Dans le cadre de la loi HPST (Hôpital, patients, santé et territoires), l'ARS, les Préfectures et les communes ont fixé pour objectif prioritaire la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé. Cette préoccupation a été actée dans le cadre du volet santé des CUCS (Contrats urbains de cohésion sociale).

La ville de Saint-Ouen sur Seine, de par son engagement en matière de santé, que ce soit sur le volet de la prévention ou celui du soin, a souhaité concrétiser cet objectif dans la proposition faite par l'ARS de signer un Contrat Local de Santé de préfiguration.

### 2014 : Signature du Contrat Local de Santé de 2<sup>ème</sup> génération

Avant l'adoption du Contrat Local de Santé de préfiguration, un diagnostic territorial de santé avait mis en évidence des indicateurs socio-sanitaires dégradés ainsi qu'un déficit en offre de médecine générale. Ce diagnostic avait pointé la nécessité d'améliorer la coordination entre les différents acteurs afin d'optimiser la prise en charge des habitants. Il s'agissait notamment d'améliorer la coordination entre les secteurs psychiatriques (enfants et adultes) et les autres professionnels, la coordination entre les professionnels de santé eux-mêmes et celle entre les acteurs œuvrant dans le champ de l'hygiène et de l'habitat.

Les axes prioritaires du Contrat Local de Santé 2014-2017 de Saint-Ouen avaient été les suivants :

- Favoriser l'accès aux soins et la coordination des professionnels de santé.
- Agir pour un environnement favorable à la santé.
- Agir sur la santé des enfants et des jeunes.
- Promouvoir la santé et la prévention à tous les âges

### 2015 : Signature d'un contrat de ville Plaine Commune

Plaine Commune et l'État se sont engagés en 2015 en signant un Contrat de ville ambitieux ayant pour objectif de réduire de 50 % les inégalités constatées entre le territoire et la moyenne régionale sur la période 2015-2020.

Pour cela, Plaine Commune a structuré son contrat de ville en six thématiques :

- L'éducation
- L'emploi et le développement économique
- La santé
- L'habitat et le cadre de vie
- La tranquillité publique et la prévention de la délinquance
- L'animation sociale et la vie culturelle des quartiers

### **2015 : Création de l'Atelier Santé Ville (ASV)**

L'Atelier Santé Ville est une démarche issue du Contrat Local de Santé, dont l'objectif est de réduire les inégalités de santé sur le territoire en particulier dans les 6 quartiers prioritaires de la Politique de la ville. Ces quartiers ont été retenus selon le niveau de revenus des habitants.

Objectifs principaux :

- Identifier les besoins spécifiques des habitants des quartiers prioritaires pour travailler avec les porteurs de projets à l'adaptation des actions de prévention.
- Favoriser la participation des habitants dans toutes les étapes de l'Atelier Santé Ville (diagnostic, mise en place des actions, évaluation) ainsi que l'implication des professionnels et des différentes institutions du secteur sanitaire et social.
- Porter des actions de prévention dans les quartiers prioritaires.

### **2015 : Création du Conseil Local de Santé Mentale (CLSM)**

Espace de concertation et de coordination des actions à conduire sur le territoire avec tous les partenaires concernés par la santé mentale (services de psychiatrie, élus locaux, acteurs médico-sociaux, usagers, associations...) pour améliorer la prise en charge des troubles psychiques et favoriser le décloisonnement des pratiques.

4 axes d'intervention :

- Développer et réorganiser les RESAD (Réunions d'Evaluation des Situations d'Adultes en Difficulté).
- Accueil des enfants présentant des troubles du comportement (troubles autistiques).
- Santé des jeunes.
- Lien entre santé mentale et habitat (travail avec les bailleurs pour un repérage précoce des personnes en souffrance psychique).

### **2017 : Naissance du Service Prévention**

L'enjeu majeur des CLS est leur opérationnalité. Celle-ci impose une transversalité au sein des services afin de garantir un travail partenarial efficient sur le terrain entre les acteurs impliqués.

Cet impératif a conduit à la naissance d'un Service Prévention regroupant l'ensemble des services et outils qui concourent à l'amélioration de la santé des habitants.

### **2018 : Constitution d'une plateforme « santé mentale jeune »**

De l'expérience du CLSM est très vite né le besoin de rapprocher les adolescents qui souffraient de troubles psychiques des professionnels du champ de la santé mentale. De là est née le projet de plateforme qui réunit les différents acteurs susceptibles d'agir pour permettre ce rapprochement.

### **2019 : Création d'un poste de chargé de médiation en santé**

La démarche ASV a été l'occasion à chacune des rencontres avec les habitants d'être sollicité pour venir en aide à des personnes isolées et présentant des problématiques complexes sur le plan médico-social. Pour certaines d'entre elles, une orientation simple n'était pas possible car nécessitaient un accompagnement physique vers le soin et les acteurs sociaux. De ce constat est né le besoin de dégager du temps à un ou une professionnelle pour assurer ce travail d'accompagnement et de coordination des acteurs autour de ces personnes.

C'est ainsi que pour des raisons évidentes de similitude en termes de compétences requises pour cette fonction, qu'un profil de poste mixte a été créé associant un mi-temps consacré à l'ASV et l'autre à la médiation santé.

### **2019 : Création d'un poste de chargé de la coordination du CLS et de la mission handicap**

L'enseignement majeur que l'on peut tirer des CLS précédents est le besoin d'une coordination des différents acteurs impliqués dans les dispositifs cités ci-dessus. La transversalité des thématiques impose un portage de ces outils afin de leur assurer une meilleure visibilité. De cette nécessité est née l'idée de confier l'animation de la mission handicap à la personne chargée de la coordination du CLS.

### **2019 : Constitution d'une Communauté Professionnelle Territoriale de Santé. (CPTS)**

Une fois constituée, il s'agira de présenter les outils et démarches décrits ci-dessus à l'ensemble des professionnels de santé du territoire qui méconnaissent trop souvent ce qui peut se faire en matière de prévention ou d'accès aux soins sur les territoires où ils exercent.

## Le CLS3 : un outil de déclinaison du Projet Régional de Santé 2 porté par les partenaires

PRSS2

Partenaires

CLS 3

### CPAM

Prévention et Promotion de la santé et lutte contre les conduites à risque.

### Département de la Seine-Saint-Denis

Promotion de la vaccination, les actions « Aller-Vers », Prévention et dépistages des IST, Projet de santé publique de la PMI, Le CPEF, Programme de santé bucco-dentaire, Préventions des addictions avec la Mission Métropolitaine de prévention des conduites à risques (MMPCR) et l'espace Tête à Tête. Dispositifs innovants avec le CDOS,

### Objectif 1

Renforcer la prévention et la promotion de la santé pour préserver le capital santé et bien-être et éviter d'avoir à soigner

### Contrat de ville - Plaine Commune

Accroître les dispositifs et les lieux de prévention, tout particulièrement, dans les domaines suivants : la santé mentale, les addictions et conduites à risque l'obésité, infantile.

### Axe 1

#### Prévention et promotion de la santé

- 1- Inciter la population à participer aux campagnes de dépistages organisés
- 2- Sensibiliser contre l'usage abusif des écrans
- 3-Prévention bucco-dentaire
- 4- Lutte contre l'obésité infantile
- 5- Bilan de santé dans les écoles maternelles
- 6- Lutte contre l'isolement des seniors
- 7- Promotion de l'activité physique et d'une alimentation favorable à la santé

### Axe 4

#### Lutte contre les violentes faites aux femmes

- 20-Ateliers de prévention des comportements sexistes dans les collèges
- 22- Prévention des violences à caractère sexuel en milieu scolaire

### Axe 5 Addictions

#### et santé sexuelle

- 24- Développer la prévention et la prise en charge des addictions chez les jeunes
- 25- Maintenir l'offre de prévention et de soins au planning familial
- 26- Renforcer le partenariat entre le CSAPA, la PMI et l'ASE

## Le CLS3 : un outil de déclinaison du Projet Régional de Santé 2 porté par les partenaires

### PRS2

#### Partenaires

#### CLS 3

**CPAM**  
Accès aux droits et aux soins

**Département de la Seine-Saint-Denis**  
Pacte pour la santé publique (plusieurs dispositifs visant à renforcer l'offre en professionnels de santé), les actions du « Aller-Vers ».

**Contrat de ville - Plaine Commune**  
Développer l'accès aux soins sur le territoire.  
Favoriser l'accès aux droits à la santé

**Objectif 2**  
Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé dans une région marquée par de forts contrastes en la matière

**Axe 2**  
**Parcours de soins et coordination des professionnels de santé**  
9- Partenariat Ville – hôpital  
11- Maîtrise de stage  
12- Dispositif Asalée (Extension)  
13- Filière soins - Santé des femmes enceintes  
14- PASS de proximité

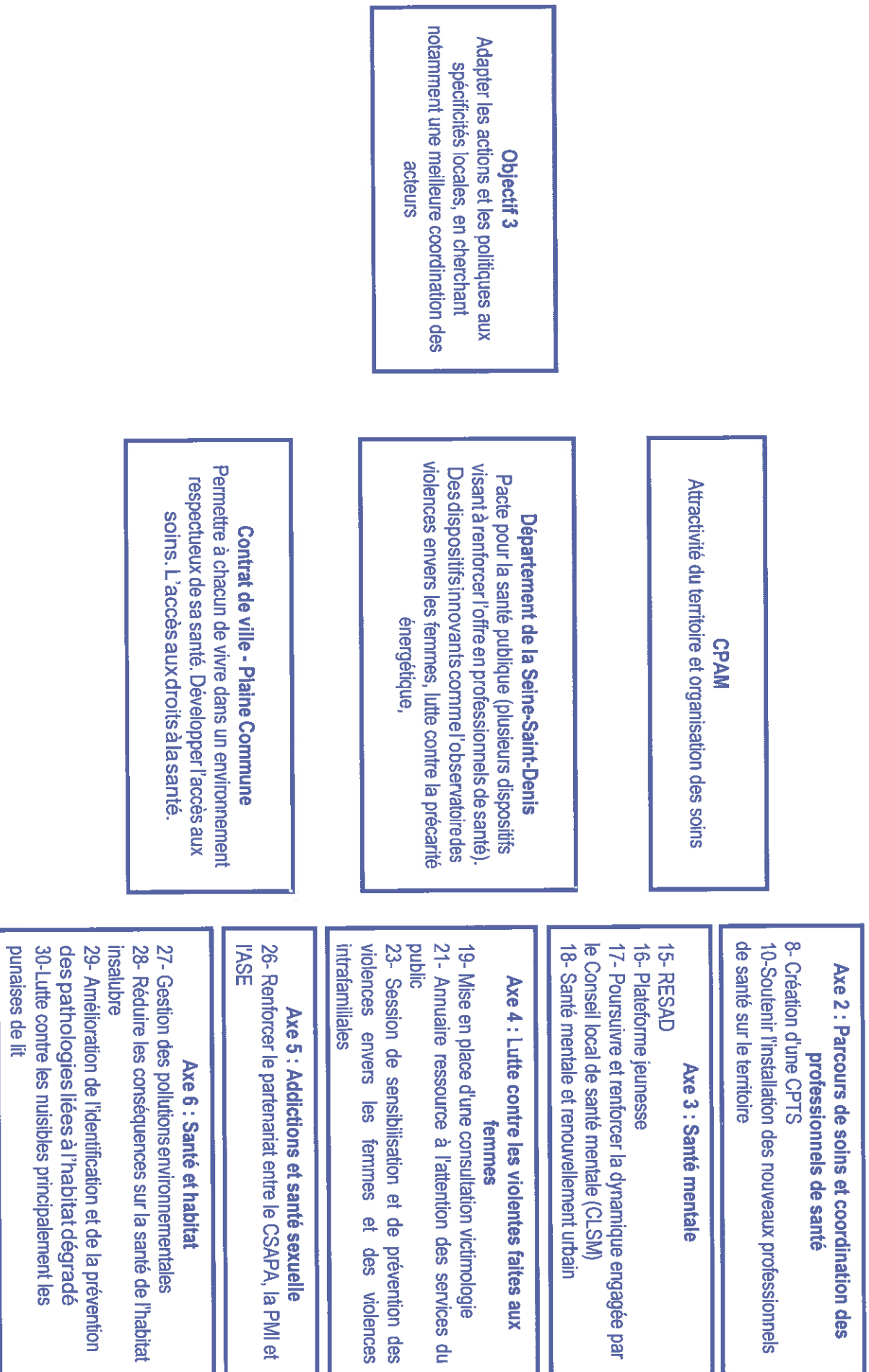
**Axe 4**  
**Lutte contre les violentes faites aux femmes**  
19- Mise en place d'une consultation victimologie

## Le CLS3 : un outil de déclinaison du Projet Régional de Santé 2 porté par les partenaires

PRS2

Partenaires

CLS 3



## Un CLS qui prend en compte tous les déterminants de santé

Afin de faciliter la lecture du document, le parti pris a été de ne décrire que les actions « phares » pour illustrer chaque axe, les autres actions étant décrites dans les fiches action.

### AXE 1 – Prévention et promotion de la santé

Cet axe illustre la diversité des actions et des populations cibles. Il s'agit pour certaines d'un renouvellement d'actions bien implantées sur le territoire (dépistage bucco-dentaire, dépistage cancers ...).

Néanmoins on retiendra pour cet axe, deux actions emblématiques par leur aspect innovant tant sur le fond que sur la diversité des acteurs impliqués :

- Sensibilisation à l'**usage abusif des écrans**, véritable phénomène sociétal qui est vite apparu comme une préoccupation des professionnels et des familles.
- La ville de Saint-Ouen-Sur-Seine se donne comme objectif de devenir une ville référente du projet « **Prescri'Forme : l'activité physique sur ordonnance** ». Depuis des années, elle s'est engagée dans la lutte contre l'obésité et propose aux habitants des consultations par une diététicienne ainsi que des ateliers pédagogiques.

Les actions pour cet axe sont :

1. Inciter la population à participer aux campagnes de dépistages organisés
2. Sensibiliser contre l'usage abusif des écrans : *Nouvelle action*
3. Prévention bucco-dentaire
4. Lutte contre l'obésité infantile
5. Bilan de santé dans les écoles maternelles
6. Lutte contre l'isolement des seniors
7. Promotion de l'activité physique et d'une alimentation favorable à la santé *Nouvelle action*

### AXE 2 - Parcours de soins et coordination des professionnels de santé

La richesse des fiches action proposées dans cet axe témoigne des enjeux majeurs liés à la crise de la démographie médicale. Elles répondent également au constat que pour une partie de la population, l'accès aux soins reste difficile. Ces difficultés peuvent être liées à la baisse de l'offre de soins mais aussi à l'absence ou insuffisance de couverture sociale.

En 2016 (*Sources CPAM*), l'âge moyen des médecins généralistes se situait entre 60 et 64 ans. Quatre médecins généralistes audoniens sans successeur auront cessé leur activité fin 2019. L'offre de soins en médecine générale libérale est inexistante dans l'ouest de la commune.

Dans ce contexte, la coordination entre les professionnels de santé du Territoire est plus que jamais nécessaire afin d'améliorer la prise en charge des audoniens d'où le projet d'une **Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS)**. Partenariat qui doit également se réfléchir avec les hôpitaux de proximité afin d'élaborer des parcours de soins qui décroissent l'ambulatoire et l'hôpital.

C'est ainsi qu'est né le projet d'**assistants partagés** impulsé par l'ARS et qui a permis d'accueillir 3 spécialistes hospitaliers au sein des CMS de Saint-Ouen-Sur-Seine. Ce partenariat ville-hôpital devrait s'amplifier dans les mois qui viennent avec la naissance des Départements Médico-Universitaires (DMU).



Concernant la couverture sociale, la proportion de bénéficiaires sans aucune complémentaire est plus importante à Saint-Ouen-Sur-Seine (36,6%) qu'en Seine-Saint-Denis (34,2%) (*Sources CPAM 2016*)

Les analyses de l'Insee montrent la présence d'une population migrante importante : 25,3 % de population contre 22,4 % au niveau départemental. (*Sources : Insee 2015*).

Un autre indicateur est celui du taux de bénéficiaires de l'Aide Médicale d'Etat (AME). Ce taux est de 3% des assurés Audoniens contre 2,7% dans le Département. (*Sources CPAM 2016*)

La question du renoncement aux soins par des personnes en situation de grande vulnérabilité médicale et sociale est vite apparue comme une difficulté pour les professionnels de terrain en raison de la complexité des situations. Dans beaucoup de cas, cette vulnérabilité s'accompagne d'un isolement de ces personnes, qui sont dans l'incapacité d'effectuer la moindre démarche. C'est ainsi que la personne chargée de la coordination de l'ASV a pu réaliser un accompagnement individuel de près de 121 personnes en 2018.

Là encore, c'est l'expérience du CLS2 au travers de l'ASV qui a mis en évidence le besoin de créer et de confier cette mission de médiation en santé à la coordinatrice de l'ASV avec un temps de travail dédié à cette action.

Les financements seront à rechercher afin de prendre en charge ce mi-temps qui pourrait entrer dans le cadre d'un **PASS de proximité**.

Les actions pour cet axe sont :

- |  |                        |
|--|------------------------|
| 8. Création d'une CPTS   | <i>Nouvelle action</i> |
| 9. Partenariat Ville – hôpital   | <i>Nouvelle action</i> |
| 10. Soutenir l'installation des nouveaux professionnels de santé sur le territoire |                        |
| 11. Maîtrise de stage  |                        |
| 12. Dispositif Asalée (Extension)  |                        |
| 13. Filière soins - Santé des femmes enceintes                                     | <i>Nouvelle action</i> |
| 14. PASS de proximité  |                        |

### AXE 3 – Santé mentale

L'expérience de l'outil Contrat Local de Santé Mentale (CLSM) issu du CLS2 a permis d'identifier le besoin de rapprocher les jeunes en situation de souffrance psychique, des professionnels soignants.

De ce constat est apparu un projet partagé entre les secteurs psychiatriques adultes et enfants et les professionnels des villes de Saint-Ouen-Sur-Seine et de Saint Denis.

La création d'un outil permettant à des professionnels du champ de la santé mentale d'aller-vers les adolescents présentant une souffrance psychique a donné naissance à la **Plateforme santé mentale jeune** pour laquelle l'efficacité sur le terrain a été prouvée mais dont les financements faisant appel à la coopérative d'acteurs sont toujours en discussion.

Les actions pour cet axe sont :

- |   |                        |
|---|------------------------|
| 15. RESAD   |                        |
| 16. Plateforme jeunesse   | <i>Nouvelle action</i> |
| 17. Poursuivre et renforcer la dynamique engagée par le Conseil local de santé mentale (CLSM) |                        |
| 18. Santé mentale et renouvellement urbain  | <i>Nouvelle action</i> |

### AXE 4 – Lutte contre les violences faites aux femmes

Aujourd'hui, une femme meurt tous les deux jours sous les coups de son conjoint.

Afin de lutter contre ces crimes et protéger les femmes et leurs enfants, l'Etat intensifie ses dispositifs :



- Le 5<sup>ème</sup> plan interministériel de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes (2017-2019) permet à toutes les femmes victimes de violences, d'accéder au droit d'être protégées, au droit d'être accompagnées, pour sortir des violences et se reconstruire.
- Le programme régional de lutte contre les violences faites aux femmes de l'ARS : 1<sup>er</sup> plan régional outil de la déclinaison du 5<sup>ème</sup> plan interministériel.
- Et le lancement du Grenelle des violences conjugales (septembre 2019).

Les conséquences des violences sur la santé des femmes qui en sont victimes sont majeures et diverses : traumatologie, affections et troubles gynécologiques et obstétricaux, risques accrus d'accouchement prématuré et de fausse couche, troubles psychiques, conduites addictives, risques plus élevés de suicide ou encore décès prématurés.

Pendant ces trois prochaines années, grâce aux différents plans nationaux et régionaux, ainsi que par la mobilisation des acteurs locaux à travers le prolongement des actions existantes, nous allons poser des mots adaptés autour de cet enjeu de santé publique.

C'est ainsi, que deux nouvelles actions emblématiques sont mises en place : une **consultation de victimologie** spécialisée dans la prise en charge du psycho-trauma des enfants exposés à ces violences, ainsi qu'un programme spécifique de **prévention des violences à caractère sexuel** conçu pour les élèves du primaire.

Les actions pour cet axe sont :

- |  |                        |
|--|------------------------|
| 19. Mise en place d'une consultation victimologie  | <i>Nouvelle action</i> |
| 20. Prévention contre les comportements sexistes dans les collèges   |                        |
| 21. Annuaire ressource à l'attention des services du public  |                        |
| 22. Prévention des violences à caractère sexuel en milieu scolaire   | <i>Nouvelle action</i> |
| 23. Session de sensibilisation et de prévention des violences envers les femmes et des violences intrafamiliales |                        |

## AXE 5 – Addictions et Santé Sexuelle

Les addictions restent, en France comme dans beaucoup d'autres pays européens, un problème de santé publique majeur dont les impacts sont multiples, sanitaires, médicaux et sociaux.

Toutes les addictions sont à prendre en compte, qu'elles soient liées ou non aux substances : tabac, alcool, drogues illicites, médicaments, ou écrans. Elles atteignent gravement ceux qui en dépendent, mais aussi leur entourage et l'ensemble de la société.

Le Centres de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) de Saint-Ouen-Sur-Seine, implanté depuis plus de 20 ans sur le territoire, a acquis une visibilité et une expertise en matière de soins mais aussi de prévention. Il a su, avec le temps, développer un partenariat avec de très nombreux acteurs notamment en matière de formation.

Les professionnels de cette structure ont fait le choix de s'adresser aux éducateurs de rue en les formant sur les questions d'addictions de manière à ce qu'ils puissent repérer et orienter vers le soin, les jeunes en difficultés avec leurs consommations de substances.

Les actions pour cet axe sont :

- 24. Développer la prévention et la prise en charge des addictions chez les jeunes
- 25. Maintenir l'offre de prévention et de soins au planning familial
- 26. Renforcer le partenariat entre le CSAPA, la PMI et l'ASE

## AXE 6 – Santé et Habitat

En matière d'environnement, la caractéristique du territoire est, comme nous l'avons évoqué précédemment, celle d'une mutation profonde sur le plan urbanistique. La lutte contre l'habitat indigne et les nombreux programmes de construction modifient le paysage de la ville. Evolution qui devrait s'accélérer avec le projet de rénovation urbaine. Pour autant, le mal logement et ses conséquences sur la santé sont une préoccupation exprimée de manière récurrente par les habitants au cours des différentes rencontres dans le cadre de la démarche ASV.

L'infestation par les punaises de lit et ses conséquences sur les habitants est, par son ampleur, devenue une vraie problématique de santé publique. Cette thématique a donné lieu à une soirée d'information au cours de laquelle plus de 200 personnes se sont rendues, témoignant de l'importance de leur préoccupation. La lutte contre l'infestation par les punaises de lit mobilise de nombreux acteurs de terrain (bailleurs, hoteliers, syndic, professionnels de santé ....) et doit s'inscrire dans la durée.

### Les actions pour cet axe sont

- 27. Gestion des pollutions environnementales
- 28. Réduire les conséquences sur la santé de l'habitat insalubre
- 29. Amélioration de l'identification et de la prévention des pathologies liées à l'habitat dégradé
- 30. Lutte contre les nuisibles principalement les punaises de lit *Nouvelle action*

## LES FICHES ACTIONS

---

## SYNTHESE DES ACTIONS

Il est proposé dans ce document une fiche de synthèse des actions, listées ci-après. Cette synthèse qui nous est proposée ne représente pas pour autant la réalité du travail de terrain. Elle sera néanmoins utilisée comme feuille de route dans la réflexion portant sur l'organisation et la mise en œuvre des actions.

### Déterminants intermédiaires visés :

Ce critère reprend les circonstances matérielles, les facteurs psychosociaux et environnement social, les facteurs comportementaux (style de vie) et le système de santé.

L'enseignement que l'on peut tirer de la répartition entre les déterminants intermédiaires est une surreprésentation des actions agissant sur le système de santé. Cela peut s'expliquer notamment par la crise de la démographie médicale que connaît le territoire avec les conséquences que cela peut avoir sur l'accès aux soins. Ce déterminant sera d'ailleurs au cœur des objectifs de la CPTS en cours de constitution.

### Thématiques principales :

Il s'agit ici de prendre en compte la ventilation des actions du CLS3 en fonction des thématiques principales : intervention globale pour des personnes en difficulté sociale, santé mentale, santé sexuelle et vie affective, santé des adolescents et jeunes adultes, santé des enfants, accès aux soins et logement et environnement.

Les thématiques du logement et de l'environnement n'apparaissent pas dans le graphique alors que de très nombreuses actions sont menées par le Service Communal d'Hygiène de santé et d'Environnement. Ces actions entrent dans le cadre des missions régaliennes de ce type de service avec notamment des interventions en cas de pollution des sols, de l'air et de l'eau. Ce service agit également contre l'insalubrité, les bruits de voisinage ou bien encore la lutte contre le saturnisme. Autant d'actions qui n'ont pas fait l'objet de fiches actions spécifiques et qui peut expliquer l'absence de cette thématique dans la synthèse qui est proposée.

En revanche, on note que la thématique « accès aux soins » est largement représentée. Cela reflète bien la situation de crise en matière de démographie médicale.

### Partenaires impliqués :

Cet item montre l'implication des partenaires dans le développement des actions par secteur d'activité : santé, social, médico-social, emploi/insertion, éducation, logement/habitat, aménagement, politique de la ville, petite enfance, environnement et autres.

Dans le cadre du CLS3, les partenaires « autres » sont majoritaires. Ce critère ne précise ni le détail ni la représentation des autres partenaires.

Le partenaire principal du secteur santé qui porte le CLS est le secteur social témoignant là encore de la prévalence de la précarité sur le territoire malgré son évolution vers une gentrification.

### Participation des habitants :

La participation des habitants est ici détaillée par typologie : information, contrôle des citoyens, consultation, délégation de pouvoirs, partenariat, implication.

La question de la participation a été au centre des préoccupations dans l'élaboration de ce CLS. Aussi, si 11 actions ont été identifiées comme ayant une dimension participative, cela doit être le point de départ d'une concertation renforcée avec les habitants.

département

Saint-Ouen

2019-2022

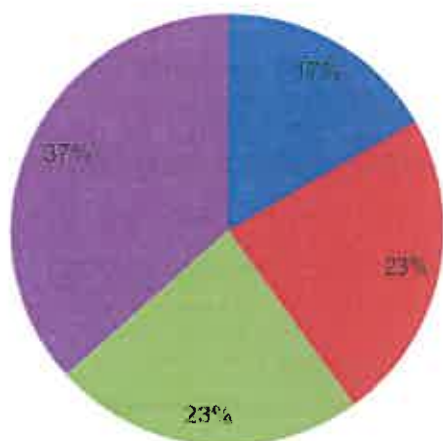
Axes stratégiques :

- 1 - Prévention et promotion à la santé
- 2 - Parcours de soins et coordination des professionnels de santé
- 3 - Santé mentale
- 4 - Lutte contre les violences faites aux femmes
- 5 - Addictions et santé sexuelle
- 6 - Santé et habitat

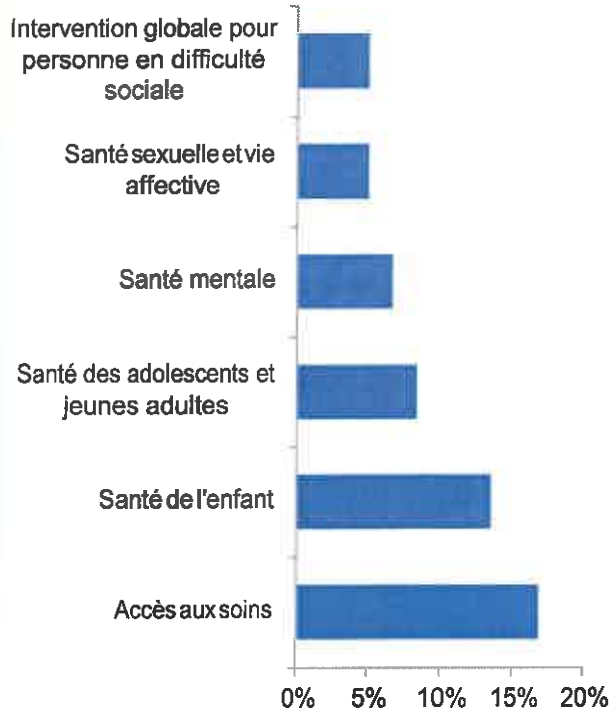
Nombre d'actions programmées : 30

**DETERMINANTS INTERMEDIAIRES VISEES**

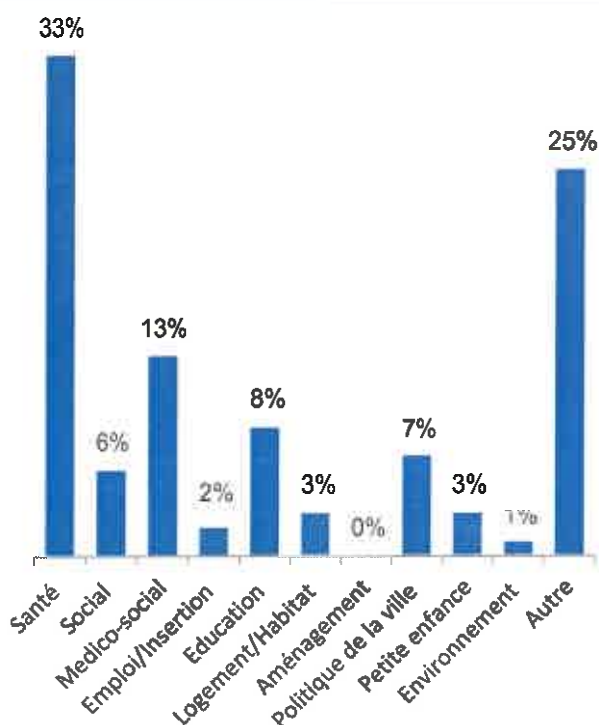
- Circonstances matérielles
- Facteurs psychosociaux et environnement social
- Facteurs comportementaux (style de vie)
- Système de santé



**THEMATIQUES PRINCIPALES**

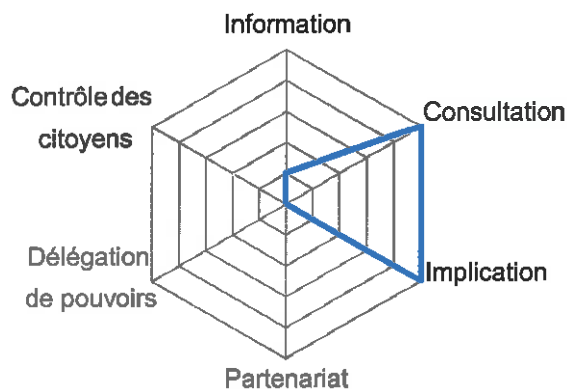


**PARTENAIRES IMPLIQUES**



**PARTICIPATION DES HABITANTS**

11 actions ont une dimension participative  
Type de participation :



<b>FICHE ACTION 1</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Prévention et promotion à la santé			
Intitulé de l'action		Inciter la population à participer aux campagnes de dépistages organisés			
Porteur de l'action	Service Prévention	Début janv-18		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Les données CPAM 2016 mettent en évidence des chiffres de recours aux dépistages organisés inférieurs à la moyenne départementale					
Le Département de la Seine Saint Denis a une forte prévalence en matière de diabète, d'où la nécessité d'inviter la population à se faire dépister.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Oui					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					
Oui					
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Favoriser le recours aux dépistages				
Obj opérationnel 1	Organiser des campagnes de prévention adaptées aux publics cibles				
Obj opérationnel 2	Accompagner les populations aux dépistages en développant des actions de proximité				
Les actions de prévention et de dépistage menées par les professionnels des centres municipaux de santé sont communiquées à la population via l'ASV :					
- Journée de dépistage du mélanome					
- Journée nationale de l'Audition (dépistage des pathologies auditives, avec la mission handicap et le CMS)					
- Semaine nationale du Rein : le CMS s'est associé au Réseau de Néphrologie d'Ile de France pour proposer un dépistage gratuit des pathologies rénales.					
- Dépistage de la rétinopathie diabétique au CMS Barbusse (partenariat avec le réseau Ophdiat), avec pour objectif de diminuer le nombre de patients atteints de rétinopathie diabétique, compte tenu de l'accès difficile au médecin ophtalmologue.					
Des séances d'information sur l'offre de soins et de prévention ont été organisées en direction des personnes inscrites aux cours d'alphabétisation.					
Dans le cadre de l'Atelier Santé Ville, des rencontres ont été organisées sur le dépistage du cancer du sein et du cancer colorectal en partenariat avec l'association Cinemots, la ligue Contre le cancer et le comité régional des cancers 93 (Maison de quartier, CMS)					
Des actions dans le cadre du mois sans tabac ont été organisées (au CMS et hors les murs).					
Public cible	La population audonnienne				
Lieu de l'action	3 CMS-Maisons quartiers-Foyer Jeunes Travailleurs		Territoire :		Tout le territoire du CLS
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TYPLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux soins		Si autre : Dépistage		
Thème 2			Si autre :		
Thème 3	Autre		Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?			1.2	2.3	
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Anticiper et optimiser les prises en charge non programmées					
Articulation avec d'autres plans locaux	Journées nationales et mondiales				
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Medico-social	CMS, Maisons de quartiers, CSAPA		Oui	Oui	
Social	CCAS				
Politique de la ville	ASV	Oui		Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :	Réunion de quartier	Quel degré ? Implication			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombre de professionnels mobilisés et de structures ciblées par l'action				
Indicateur activité 1	Nombre de bénéficiaires				
Indicateur activité 2	Nombre de séances réalisées				
Indicateur résultat 1	Satisfaction des professionnels par un questionnaire				
Indicateur résultat 2	Evaluation de l'action par les bénéficiaires au cours d'un entretien				



FICHE ACTION 2		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Prévention et promotion à la santé			
Intitulé de l'action		Sensibiliser contre l'usage abusif des écrans			
Porteur de l'action	Service prévention	Début janv-18		Fin déc-22	
JUSTIFICATION					
Le Service prévention a constaté que les professionnels des secteurs Enfance, Jeunesse, Education, Santé et Loisirs s'inquiétaient de la place prise par l'usage des écrans dans les familles.					
Impact reconnus des écrans sur le développement de l'enfant et pour l'adolescent dépendance aux réseaux sociaux avec conséquences sur les relations intra-familiales.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Prévenir, réduire les risques et les dommages.				
Obj opérationnel 1	Donner des repères aux parents et à leur entourage sur les effets des écrans selon leurs pratiques.				
Obj opérationnel 2	Apporter aux professionnels une base de connaissances communes pour une posture professionnelle cohérente.				
Les écrans font maintenant partie intégrante du quotidien de la plupart des familles.					
Bien que ce soit des outils efficaces pour le travail, le loisir et les relations, ils peuvent comporter plusieurs risques pour la santé et le développement des enfants. Il est donc conseillé d'en encadrer l'usage.					
Dans les différentes structures volontaires, le service prévention et CLS et ses partenaires ont accompagné tout au long de l'année 2018/2019 les familles vers une prise de conscience de la place et de l'usage des écrans dans leur quotidien, en faisant le lien avec la santé et notamment les questions du sommeil et de l'alimentation.					
Parents – enfants et professionnels se sont réunis à plusieurs occasions afin d'échanger sur les apports et les limites des écrans.					
Il s'agissait de les outiller pour permettre aux parents une meilleure gestion de l'usage des écrans au quotidien.					
Cette action a également été l'occasion d'échanger autour de la question du jeu et des besoins des enfants en fonction de leur âge.					
Toutes ces actions concourant à renforcer les compétences en matière de parentalité.					
Public cible	Parents et enfants audoniens - Professionnels de l'Enfance				
Lieu de l'action	Crèches, écoles, salle des fêtes	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Santé de l'enfant	Si autre : Parentalité			
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre :			
Thème 3	Autre	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					4.1 4.2
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Renforcer la participation des habitants à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de santé					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Petite enfance	Crèches, PMI, service petite enfance	Oui			Oui
Santé	CMS, service prévention	Oui	Oui	Oui	Oui
Education	Service jeunesse, BIJ, Education nationale,	Oui	Oui		Oui
Autre	Maison de quartier, Conseil départemental	Oui	Oui		Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :	Réunion de quartier	Quel degré ? Implication			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	Nombres de partenaires				
Indicateur activité 1	Nombre de bénéficiaires				
Indicateur activité 2	Nombre de réunions				
Indicateur résultat 1	Bilan de satisfaction des professionnels par un questionnaire et/ ou un entretien oral				
Indicateur résultat 2					



FICHE ACTION 3		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Prévention et promotion à la santé			
Intitulé de l'action		Prévention bucco-dentaire			
Porteur de l'action	Service Prévention	Début janv-18		Fin déc-22	
JUSTIFICATION					
Les campagnes d'évaluation de l'état dentaire des enfants sur le Département met en évidence une prévalence toujours trop importante de la maladie carieuse.					
les inégalités de santé bucco-dentaire sont fortement corrélées avec les inégalités sociales territoriales de santé					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Sensibiliser tous les enfants en bas âge à l'importance du brossage des dents				
Obj opérationnel 1	Apprentissage au brossage des dents et dépistage des caries				
Obj opérationnel 2	Information sur l'hygiène alimentaire				
L'action bucco-dentaire menée sur le territoire de Saint-Ouen-sur-Seine depuis de nombreuses années en partenariat avec le Conseil Départemental a permis de mettre en évidence des besoins forts et constants en matière d'intervention :					
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action de dépistage auprès des enfants de Ce1</li> <li>- Demande des enseignants d'intervenir au vu des mauvaises habitudes alimentaires (grignotages, produits sucrés) et d'hygiène (absence de brossage des dents) des enfants</li> <li>- Constat de l'Equipe Technique Locale (ETL) : un nombre important des enfants de 6/7 ans n'ont jamais consultés de dentiste</li> <li>- Constat des équipes du service Dentaire des CMS : Le nombre d'enfants de moins de 6 ans arrivant avec de multiples caries et des syndromes du biberon est en augmentation.</li> <li>- Les professionnels soulèvent les difficultés d'accès à la santé pour certaines populations.</li> </ul>					
Les messages véhiculés doivent passer par de l'interaction et des jeux éducatifs					
Pour l'année 2020/2021 :					
Continuité :					
<ul style="list-style-type: none"> <li>- dépistage pour les CE1</li> <li>- L'animation pour les CP + visite de cabinet dentaire</li> <li>- Le deuxième passage pour vérifier les soins</li> <li>- L'animation dans les petites sections en maternelle</li> <li>- Animation dans les centres de loisirs</li> </ul>					
Public cible	Enfants Audoniens				
Lieu de l'action	Ecoles maternelles et primaires	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Santé de l'enfant	Si autre :			
Thème 2	Alimentation	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.2
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Articulation avec d'autres plans locaux	Programme Bucco-dentaire de la Seine-Saint-Denis				
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	CMS (service dentaire, Diététicienne)	Oui	Oui		Oui
Education	Education national (enseignants, infirmières scolaire)	Oui	Oui		Oui
Emploi/Insertion	Direction santé (ETL), Département,	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	IME, Mission Handicap	Oui	Oui		Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	Nombre de partenaires				
Indicateur activité 1	Nombre de bénéficiaires				
Indicateur activité 2	Nombre de dépistages organisés				
Indicateur résultat 1	Nombre d'enfants porteurs de caries				
Indicateur résultat 2	Nombre d'enfants porteurs de caries qui consultent un dentiste				

FICHE ACTION 4		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Prévention et promotion à la santé			
Intitulé de l'action		Lutte contre l'obésité			
Porteur de l'action	Service Prévention	Début janv-18	Fin déc-22		
<b>JUSTIFICATION</b>					
La prévalence du surpoids et de l'obésité infantile reste encore trop élevée en France, de même que les adultes					
L'obésité dans l'enfance est un élément prédictif de l'obésité à l'âge adulte : la probabilité qu'un enfant obèse le reste à l'âge adulte varie selon les études de 20 % à 50 % avant la puberté, et de 50 % à 70 % après la puberté.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			Oui		
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			Oui		
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Lutter contre l'obésité dès le plus jeune âge				
Obj opérationnel 1	Sensibiliser à une alimentation équilibrée				
Obj opérationnel 2	Limiter les complications liées à la maladie chronique				
Depuis plusieurs années, les interventions locales dans le domaine de la nutrition, menées par une équipe pluridisciplinaire et coordonnées par une diététicienne, rencontrent un vif succès. Les responsables des structures municipales (maisons de quartier, crèches, centre de loisir) ainsi que les établissements scolaires ont souhaité le maintien de ces actions au regard des comportements alimentaires non adaptés (grignotage, cuisine grasse, absence de petit déjeuner) d'une partie de la population.					
La nature des actions menées est assez diverse :					
- Informations sous formes d'animation nutritionnelles et sur l'activité physiques : pour tous les âges avec une attention particulière pour un public précaire et/ou handicapés ainsi que les professionnels.					
- Prévention et dépistage « nutrition et bucco-dentaire » : enfants 0-6 ans					
- Ateliers pratiques petit déjeuner/goûters, couplé d'un temps théorique concernant le grignotage, activité physique ... : enfants 8/9 ans et collégiens 6ème					
- Ateliers culinaires : Publics familial, seniors					
Consultation diététique vers les enfants en surpoids, et adultes (obésité, diabète, HTA...)					
Expérimentation mise en place par la CPAM "Mission retrouve ton cap"					
Saint-Ouen fait partie des villes retenue (démarrage de l'action mai 2018)					
Pour rentrer dans le dispositif : 1 médecin (généraliste/pédiatre/médecin de PMI) prescription et orientation					
Public cible	Les Audoniens				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?			Oui		
<b>TPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Alimentation	Si autre : Santé de l'adulte			
Thème 2	Santé de l'enfant	Si autre :			
Thème 3	Activité physique	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?		1.2	4.1		
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé					
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec	"Mission retrouve ton cap" Experimentation de la CNAM				
d'autres plans locaux	Projet de santé publique de la PMI				
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	CPAM - ARS				Oui
Santé	Diététicienne - Kinésithérapeute - Psychologue		Oui	Oui	Oui
Santé	Médecin généraliste, pédiatre,	Oui			
Santé	PMI				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :	Réunion de quartiers	Quel degré ? Consultation			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombre de partenaires, type d'outils de communication				
Indicateur activité 1	Nombre de bénéficiaires, nombre de séances réalisées				
Indicateur activité 2	Nombre de structures ciblées, nombre d'ateliers cuisine réalisés				
Indicateur résultat 1	Nombre de participants régulier aux ateliers cuisines				
Indicateur résultat 2	Nombre d'enfants prenant un petit déjeuner après la sensibilisation				

FICHE ACTION 5		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Prévention et promotion à la santé			
Intitulé de l'action		Bilan de santé dans les écoles maternelles			
Porteur de l'action	Service Prévention	Début janv-18		Fin déc-22	
JUSTIFICATION					
Mise en œuvre d'une compétence du Département.					
Prévalence élevée des troubles orthophoniques chez les enfants du territoire qui, associés à d'autres troubles neurosensoriels, peuvent être responsable d'un retard scolaire.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Non
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Agir sur la santé du jeune enfant				
Obj opérationnel 1	Repérer précocement les troubles pour orienter les enfants vers les soins adaptés				
Obj opérationnel 2					
Le bilan de santé est effectué en général sur les enfants âgés de 4 ans, le bilan s'effectue à l'école maternelle et est pratiqué par les services de la Protection Maternelle Infantile. Il permet de dépister précocement des troubles de la vue, de l'audition ou des risques de surpoids. Lorsqu'un trouble est détecté, les parents sont informés et orientés.					
Un groupe de travail avec l'ensemble des auxiliaires et puéricultrice va être mis en place en 2019 afin d'harmoniser le protocole.					
Public cible	Enfants scolarisés				
Lieu de l'action	Ecoles maternelles	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Santé de l'enfant	Si autre :			
Thème 2	Accès aux soins	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.2
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Articulation avec d'autres plans locaux	Projet de santé publique de la PMI en Seine-Saint-Denis				
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Medico-social	PMI	Oui	Oui	Oui	Oui
Education	Education nationale				
Autre	Département				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	Nombre de partenaires				
Indicateur activité 1	Nombre de bilans réalisés				
Indicateur activité 2	Nombre d'enfants dépistés				
Indicateur résultat 1	Nombre d'enfants porteur d'un déficit et/ou surpoids				
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 6		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Prévention et promotion à la santé			
Intitulé de l'action		Lutte contre l'isolement des seniors			
Porteur de l'action	Service Prévention	Début janv-18		Fin déc-22	
JUSTIFICATION					
Le CLIC est régulièrement confronté à des situations de personnes âgées isolées présentant une problématique médico-sociale complexe.					
Impact de la baisse du nombre de médecins généralistes sur le territoire rendant difficile les visites à domicile.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, dans de bonnes conditions.				
Obj opérationnel 1	Améliorer le repérage des personnes âgées en situation d'isolement				
Obj opérationnel 2	Renforcer les visites à domicile des médecins des CMS				
L'objectif de renforcer l'accompagnement du vieillissement à domicile a été décliné en 4 actions, dont la mise en œuvre s'étale sur 2019 - 2022 :					
1. Renforcer la coordination des acteurs de la gérontologie sur le territoire : ce travail a été mené autour d'une thématique commune (la prévention de la maltraitance) avec des formations conjointes des 4 services concernés, MAD, SSIAD, CLIC et service animation-retraités. Aide aux aidants : la ville propose des locaux à l'association France Alzheimer pour ses formations d'aide aux aidants.					
2. Favoriser l'adaptation des logements aux contraintes du grand âge.					
3. Mieux connaître les expériences innovantes en matière de parcours résidentiel pour les adapter au territoire audonien.					
4. Renforcer les visites à domicile des médecins des CMS : un recensement des MG libéraux a permis de mieux connaître l'offre (1/3 des MG ne font aucune visite à domicile, 2/3 en réalisent pour leurs patients). Une procédure interne au CMS vise à faciliter les visites à domicile.					
Développer la prévention et l'information :					
Reconduction des ateliers hebdomadaires, animés par l'USMA + 50 ans, au 27 Péri : Autonom'Gym (gymnastique sur chaise), et Pare à chutes (exercices visant à prévenir les chutes).					
Des ateliers nutrition autour du petit-déjeuner et des soupes, animés par une diététicienne, ont eu lieu tout au long de l'année.					
Public cible	Population audonienne				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine		Territoire :	Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Santé et autonomie des personnes âgées		Si autre :		
Thème 2	Accès aux soins		Si autre :		
Thème 3			Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					0
Non concerné					
Articulation avec d'autres plans locaux	Le plan national d'action de prévention de la perte d'autonomie de la Seine-Saint-Denis				
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Medico-social	CCAS, SIAD, CLIC, EHPAD, CSM	Oui		Oui	Oui
Santé	CMS, service prévention	Oui	Oui	Oui	Oui
		Oui		Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	Nombre de partenaires impliqués				
Indicateur activité 1	Nombre de bénéficiaires				
Indicateur activité 2	Nombre de séances organisées				
Indicateur résultat 1	Nombre d'orientations				
Indicateur résultat 2	Bilan de satisfaction (entretien) des bénéficiaires				



FICHE ACTION 7		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Prévention et promotion à la santé			
Intitulé de l'action		Promotion de l'activité physique et d'une alimentation favorable à la santé			
Porteur de l'action	Service Prévention	Début janv-20		Fin déc-22	
JUSTIFICATION					
L'activité physique contribue au maintien ou à l'amélioration de la santé des populations. Elle permet de lutter contre la sédentarité, et prévient les maladies notamment cardiovasculaires.					
La proportion d'enfants en surpoids ou obèse est en constante augmentation.					
Augmentation du nombre de personnes souffrant de maladies chroniques (Diabète, HTA...)					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Lutter contre le surpoids et les maladies chroniques				
Obj opérationnel 1	Promouvoir la pratique de l'activité physique comme facteur de santé				
Obj opérationnel 2	Promouvoir une alimentation équilibrée comme facteur de santé				
<b>Fiche d'intention : ce projet est la mise en place du sport sur ordonnance ou prescri'forme.</b>					
Actuellement, il se fait sur la ville autour de l'activité sportive en lien avec la nutrition :					
<b>1. Les enfants</b>					
- Mission retrouve ton cap : Ateliers collectifs sur la valorisation de l'importance de l'activité physique au quotidien					
- Action CE2 : sur les 4 séances proposées une est dédiée à l'activité physique					
- Partenariat avec l'association Sport dans la ville					
<b>2. Les adultes inscrit dans le programme asalée</b>					
Suivi individuel avec un apport de conseil alimentaire					
Partenariat avec l'Espace Forme (Salle de sport) : 3 séances par semaine dédiées aux patients Asalée encadrées par un éducateur sportif					
Partenariat avec la piscine municipale : créneaux dédiés aux patients Asalée pour l'aquagym et la natation libre (2 fois par semaine)					
Formation des éducateurs sportifs concernant l'activité physique adaptée pour permettre un encadrement plus spécifique.					
Atelier collectif alimentaire sous forme d'ETP					
<b>Au cours de ces trois ans :</b>					
Diagnostiquer, Analyser les besoins de chaque professionnel, chaque service....					
Mise en place d'un partenariat avec le service des sports, jeunesse, les médecins					
Public cible	Audoniens de tous âge				
Lieu de l'action	CMS Barbusse	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Activité physique	Si autre :			
Thème 2	Alimentation	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					4.2
Renforcer la participation des habitants à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de santé					
Articulation avec d'autres plans locaux	Développement de la pratique sportive à travers une politique transversale de la Seine-Saint-Denis				
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	CMS (diététicienne, kinesithérapeute, IDE Asalée)	Oui	Oui	Oui	Oui
Petite enfance	PMI, Education nationale			Oui	
Autre	Direction des sports de la ville			Oui	Oui
Santé	ARS				
Autre	DDICS				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :	Réunion de quartier, associations, consultation	Quel degré ? Consultation			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus					
Indicateur activité 1					
Indicateur activité 2					
Indicateur résultat 1					
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 8		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Parcours de soins et coordination des professionnels de santé			
Intitulé de l'action		Création d'une CPTS			
Porteur de l'action	Direction santé	Début mai-19		Fin déc-22	
JUSTIFICATION					
Le territoire est frappé par une crise de la démographie médicale obligeant les professionnels de santé à mieux se coordonner afin d'apporter une meilleure réponse à la demande des patients.					
Il s'agit d'une des orientations du plan "ma santé 2022" qui par ailleurs rejoint une demande des professionnels de mieux se connaître.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Promouvoir une meilleure interconnaissance des acteurs				
Obj opérationnel 1	Mieux organiser les parcours de santé sur le territoire				
Obj opérationnel 2	Améliorer la continuité des soins ambulatoires				
Projet pour fédérer des professionnels qui souvent ne se connaissent pas assez et lancer une dynamique d'équipe, De se concentrer sur ce qui est utile aux professionnels et aux patients					
<p><b>Étape 1 :</b> Les professionnels de santé de la ville de Saint-Ouen sur Seine se sont réunis à deux reprises en soirée. Lors de la première rencontre, se sont plus de 60 acteurs de santé représentant tous les métiers du soin qui se sont réunis. L'objectif était de présenter ce qu'est une CPTS et quels sont ses objectifs. Une deuxième rencontre qui a cette fois réuni 43 professionnels a été l'occasion de choisir les thèmes et objectifs qui seraient fixés à la CPTS.</p> <p><b>Étape 2 :</b> Constitution de l'association porteuse de la CPTS. Un appel aux candidats pour être administrateur a été lancé, les volontaires doivent se réunir le 11/09/2019 pour ensuite élire un bureau. Le 26/09/2019, il est prévu d'inviter l'ensemble des professionnels du territoire pour présentation de l'association et des objectifs qui ont été retenus.</p> <p><b>Étape 3 :</b> Dépôt de dossier à l'ARS en vue d'obtenir le financement du poste d'un coordinateur.</p>					
Public cible	Professionnels de santé				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine		Territoire :	Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Dispositif de coordination		Si autre :		
Thème 2			Si autre :		
Thème 3			Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?				1.1	2.2
Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs					
Prioriser les moyens en fonction des besoins					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Medico-social	Direction santé	Oui	Oui	Oui	Oui
Santé	Professionnels de santé	Oui	Oui	Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :			Quel degré ?		
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	Nombre de partenaires impliqués				
Indicateur activité 1	Nombres de réunions				
Indicateur activité 2	Nombre de prise en charge de patients en commun				
Indicateur résultat 1	Bilan de satisfaction (questionnaire et entretien) des partenaires				
Indicateur résultat 2					

<b>FICHE ACTION 9</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Parcours de soins et coordination des professionnels de santé			
Intitulé de l'action		Partenariat Ville - hôpital			
Porteur de l'action	Direction santé	Début janv-19		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Besoin partagé par les professionnels de santé du secteur ambulatoire de mieux se coordonner avec l'hôpital afin de fluidifier le parcours de soins des patients.					
Secteur ambulatoire confronté à une pénurie de médecins spécialistes et notamment de médecins spécialistes exerçant en secteur 1					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Améliorer le parcours de santé				
Obj opérationnel 1	Permettre l'accès pour tous à des soins de proximité en médecine spécialisée				
Obj opérationnel 2	Repenser la prise en charge des soins non programmés				
<b>1 ère Etape</b> : accueil d'assistants partagés pour 2 ans. Le territoire de la ville est sous-doté en médecins par rapport au reste du département. Cela concerne les médecins généralistes mais aussi les spécialistes. Les CMS de la ville de Saint-Ouen sur Seine sont les seuls à proposer une offre de médecine spécialisée en secteur 1 sur le territoire et cette offre ne suffit plus pour répondre à la demande de la population qui est en augmentation. Les CMS accueillent depuis 1 an 3 médecins assistants partagés spécialistes ( endocrinologie, dermatologie et gastro enterologue) en partenariat avec l'hôpital Bichat).					
<b>2 ème Etape</b> : Obtention de la pérennisation des postes d'assistants partagés. Il s'agira d'apporter les éléments en terme d'amélioration de l'état de santé des patients pour justifier la poursuite de cette mise à disposition de ces professionnels qui permettent une amélioration du parcours de soins dès lors que les patients ont recours à l'hôpital					
<b>3 ème étape</b> : Ecriture d'une convention de partenariat avec l'AP-HP Un des objectifs de la CPTS sera d'établir un diagnostic sur les besoins des patients et des professionnels de l'ambulatoire en matière de partenariat avec l'hôpital et en particulier avec l'hôpital Bichat qui est la structure hospitalière la plus fréquentée par les Audoniens. Parallèlement, l'AP-HP a le projet d'organiser ses services d'urgences au sein de Département de Médecine Universitaire avec pour objectif de mieux collaborer avec le secteur ambulatoire. Une convention de partenariat aurait pour objectif de définir comment les deux secteurs pourraient collaborer autour de l'objectif commun que d'améliorer la prise en charge des patients.					
Public cible	Les Audoniens				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TYPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux soins	Si autre : Partenariat Ville/Hôpital			
Thème 2	Dispositif de coordination	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					2.5
Faire évoluer les plateaux médico-techniques dans une logique territoriale de gradation des prises en charge					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	AP-HP		Oui	Oui	Oui
Santé	ARS		Oui		
Autre	Ville	Oui	Oui	Oui	Oui
Santé	CPTS	Oui			Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :					Quel degré ?
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Rédaction d'une convention de partenariat avec l' AP-HP				
Indicateur activité 1	Nombre de professionnels partagés entre la ville et l'ambulatoire				
Indicateur activité 2	nombre de filières de soins mises en place				
Indicateur résultat 1	nombre de patients vus dans le cadre de la coopération ville-hôpital				
Indicateur résultat 2	Nombre d'incidents de parcours des patients hospitalisés				



FICHE ACTION 10		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Parcours de soins et coordination des professionnels de santé			
Intitulé de l'action		Soutenir l'installation des nouveaux professionnels de santé sur le territoire			
Porteur de l'action	Direction santé	Début janv-19		Fin déc-22	
JUSTIFICATION					
Le territoire dont la population devrait croître de manière notable dans les prochaines années est sous doté en professionnels de santé médicaux et paramédicaux.					
Il est très difficile, malgré les aides existantes, pour les jeunes professionnels candidats à l'installation d'avoir toutes les informations relatives à l'offre de soins sur les territoires où ils souhaitent s'installer.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Promouvoir le territoire auprès des candidats à l'installation				
Obj opérationnel 1	Renforcer l'offre de soins				
Obj opérationnel 2	Aider à l'installation des jeunes professionnels de santé				
Concernant la promotion du territoire, il s'agit ici d'une reconduction d'action portée par la direction de la santé de la ville. Chaque année, ce sont plusieurs candidats à l'installation qui sont reçus afin de leur présenter l'offre et les besoins du territoire en matière de santé. Il s'agit également d'avoir un rôle de facilitateur auprès des différents services municipaux.					
Concernant le projet de MSP					
<b>Etape 1</b>					
Acquisition par la ville de locaux d'une superficie adaptée pour en faire une Maison de Santé Pluriprofessionnelle. Acquisition faite en mars 2019.					
<b>Etape 2</b>					
Vente en cours à une équipe pluri-professionnelle qui ont d'ailleurs eu l'occasion de présenter leur projet au cours d'une soirée de présentation de la CPTS. Il s'agissait de tout mettre en oeuvre afin d'intégrer ces professionnels et leur projet au territoire.					
Public cible	Jeunes professionnels de santé				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur Seine	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux soins		Si autre :		
Thème 2			Si autre :		
Thème 3			Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.1
Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs					
Articulation avec d'autres plans locaux					
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	CMS	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	Services de la ville	Oui	Oui	Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	Nombre de rencontres avec la municipalité, les bailleurs,				
Indicateur activité 1	Nombre de rencontres avec les nouveaux professionnels de santé				
Indicateur activité 2					
Indicateur résultat 1	Nombres de nouveaux professionnels de santé installés				
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 11		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Parcours de soins et coordination des professionnels de santé			
Intitulé de l'action		Maîtrise de stage			
Porteur de l'action	Direction santé	Début janv-19		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
La ville est sous dotée en médecins généralistes. Une manière d'attirer les jeunes professionnels est de leur faire découvrir le territoire en les accueillant lors de leurs stages ambulatoires et ainsi leur donner envie de s'y installer.					
L'expérience des CMS est probante. La plupart des jeunes médecins qui y ont fait leur stage de 3 <sup>ème</sup> cycle ont découvert le territoire de la ville et ont manifesté leur intérêt d'être recruté au sein des centres.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Augmenter le nombre de médecins généralistes Maîtres de Stage des Universités (MSU)				
Obj opérationnel 1	Promouvoir la fonction de MSU auprès des médecins libéraux				
Obj opérationnel 2	Promouvoir l'offre de MSU Audoniens auprès des étudiants				
<b>Etape 1</b>					
Présenter la fonction de MSU au cours d'une soirée de rencontre de la CPTS, mais aussi de manière individuelle aux médecins généralistes qui n'ont pas pu être présents.					
<b>Etape 2</b>					
Promouvoir le dynamisme du territoire auprès des étudiants en mettant en avant le travail de coordination réalisée par la CPTS. Promotion qui peut être faite durant les séminaires à destination des internes, séminaires organisés par la faculté de médecine sur les différents aspects de l'entrée dans la vie professionnelle.					
Public cible	médecins généralistes de la ville				
Lieu de l'action	Les 3 CMS	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TYPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux soins				
Thème 2	Si autre :				
Thème 3	Si autre :				
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.1
Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	CMS	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	FAC de médecine				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :					Quel degré ?
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus					
Indicateur activité 1	Nombres d'étudiants en médecine				
Indicateur activité 2					
Indicateur résultat 1	Nombres d'installations de médecin ayant profité d'un stage au sein des CMS				
Indicateur résultat 2					

<b>FICHE ACTION 12</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Parcours de soins et coordination des professionnels de santé			
Intitulé de l'action		Dispositif Asalée (Extension)			
Porteur de l'action	Direction santé	Début janv-18		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Améliorer la prise en charge des maladies chroniques en médecine de ville par la coopération entre médecins généralistes et infirmières.					
Les maladies chroniques représentent une des causes principales de décès et de handicap (HAS juin 2018)					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Rendre autonome le patient dans la prise en charge de sa pathologie chronique				
Obj opérationnel 1	Favoriser de bons repères nutritionnels comme facteur de santé				
Obj opérationnel 2	Promouvoir la pratique de l'activité physique comme facteur de santé				
Patients adressés par leur médecin généraliste pour un accompagnement dans la prise en charge d'une pathologie chronique (surtout HTA et diabète) ou la prévention d'un risque de maladie chronique (prédiabète, surpoids, hypercholestérolémie...)					
Patients vus en consultations par l'Infirmière Asalée dans le cadre de l'ETP mais aussi du suivi médical (rôle dérogatoire). Il s'agit de poser des objectifs avec le patient et de décider ensemble de leur mise en oeuvre, leur permettre de suivre les recommandations médicales en réalisant certains examens ou aider à prendre des rendez-vous d'examen.					
Par ailleurs, des ateliers collectifs leurs sont proposés avec la participation de certains partenaires.					
Public cible	Audonnais diabète de type 2 et maladies risques cardio vasculaire				
Lieu de l'action	CMS Barbusse	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en oeuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
<b>TYPLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Education thérapeutique du patient	Si autre :			
Thème 2	Activité physique	Si autre :			
Thème 3	Accès aux soins	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?				1.5	1.2
Mettre en place un accompagnement thérapeutique de proximité					
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en oeuvre	Co-Pilotage
Santé	Les 3 CMS (médecins gnrls, cardiologue, diabéto)	Oui			Oui
Santé	CMS Barbusse (IDE Asalée, diététicienne)	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	Espace Forme, espace nautique	Oui	Oui	Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en oeuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :		Ateliers collectifs, pouvoirs des patients		Quel degré ? Implication	
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Mise en place d'un indicateur de suivi				
Indicateur activité 1	Nombre de bénéficiaires				
Indicateur activité 2	Nombre de consultations				
Indicateur résultat 1	Bilan de satisfaction (entretien) des partenaires				
Indicateur résultat 2	Bilan de satisfaction (entretien/questionnaire) des bénéficiaires				

<b>FICHE ACTION 13</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Parcours de soins et coordination des professionnels de santé			
Intitulé de l'action		Filière soins - Santé des femmes enceintes			
Porteur de l'action	Direction santé	Début janv-19		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Le taux de prématurité et de mortalité infantile sur le département est supérieur à la moyenne de la région.					
Le niveau de précarité des patientes et les difficultés d'accès à un suivi obstétrical de proximité sont une des explications au taux de mortalité infantile constaté sur le territoire.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Améliorer le parcours de soins des femmes enceintes les plus à risques				
Obj opérationnel 1	Proposer une offre d'échographie obstétricale au sein des centres de santé				
Obj opérationnel 2	Organiser une filière de soins et de prise en charge pour les patientes les plus à risques.				
<b>Etape 1</b>					
Acquisition d'un appareil échographe et recrutement d'un professionnel spécialisé en échographie obstétricale. ( fait)					
<b>Etape 2</b>					
Réunir les professionnels de santé du territoire concernés à savoir sages femmes des PMI et libérales, puéricultrices , gynécologues afin de proposer un suivi rapproché sur le plan médical mais aussi social aux patientes les plus fragiles. Il sera aussi question de prendre en charge les comorbidités somatiques et/ou les consommations pouvant être un risque pour la grossesse.					
Public cible	femmes enceintes				
Lieu de l'action	PMI -CMS	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TYPLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Périnatalité	Si autre :			
Thème 2	Accès aux soins	Si autre :			
Thème 3	Santé de la femme	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.2
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Medico-social	CMS-PMI	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	Professionnels de santé libéraux	Oui	Oui		Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombre de professionnels mobilisés				
Indicateur activité 1	Nombres de staff organisés				
Indicateur activité 2	Nombre de situations femmes enceintes faisant l'objet d'un accompagnement spécifique				
Indicateur résultat 1	Nombre d'accouchements prématurés évités				
Indicateur résultat 2					



FICHE ACTION 14		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Parcours de soins et coordination des professionnels de santé			
Intitulé de l'action		PASS de proximité			
Porteur de l'action	Direction santé	Début janv-20		Fin déc-22	
JUSTIFICATION					
Réduction des inégalités sociales et territoriales de santé					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					
					Oui
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Amélioration de l'accès aux soins en faveur des personnes les plus démunies				
Obj opérationnel 1	Accompagner les personnes éloignées du système de santé vers le soin				
Obj opérationnel 2	Renforcer les collaborations entre les différents intervenants des champs sanitaires et sociaux				
Fiche d'intention					
Etude d'opportunité d'une PASS de proximité : Etude à conduire avec le CCAS, l'ARS, la CPAM.					
Etude qui visera notamment à déterminer et analyser les besoins, à préciser le cas échéant les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement de la PASS (avec les professionnels locaux concernés : pharmacie, laboratoire, PMS, radiologie et les institutions ARS et CPAM).					
Développer et renforcer les projets destinés à favoriser l'accès aux droits de santé des plus précaires : mise en place d'une convention de partenariat CPAM/ville, inscrire durablement le projet					
Public cible					
Personnes vulnérables sans couverture sociale					
Lieu de l'action		CMS Barbusse	Territoire :		Tout le territoire du CLS
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux droits		Si autre :		
Thème 2	Accès aux soins		Si autre :		
Thème 3	Accueil de la grande précarité par l'offre de soin		Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.2 5.4
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Renforcer la prise en compte des enjeux de santé dans la politique de la ville					
Articulation avec d'autres plans locaux		Projet Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS)			
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	CMS	Oui	Oui	Oui	
Social	CCAS	Oui			Oui
Politique de la ville	ASV-Médiatrice Santé				Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :		Rencontre individuelle avec les habitants		Quel degré ? Implication	
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	Analyse des besoins, mise en place d'outils de suivi,				
Indicateur activité 1	Nombre de réunions, de partenariats,				
Indicateur activité 2	Nombre d'actes médicaux, interprétariats, paramédicaux, de laboratoire réalisés				
Indicateur résultat 1	Amélioration de la dynamique partenariale, lisibilité et accessibilité à la PASS Ambulatoire				
Indicateur résultat 2	Nombre de bénéficiaires ayant accédé aux droits				

<b>FICHE ACTION 15</b>		<b>Saint-Ouen</b>	
Axe Stratégique		Santé mentale	
Intitulé de l'action		RESAD	
Porteur de l'action	CLSM	Début janv-18	Fin déc-22
<b>JUSTIFICATION</b>			
Signalements répétés de personnes adultes en situation de difficultés sur le plan physique, psychique et social échappant aux institutions en raison de la complexité de leur état de santé.			
Répondre aux besoins des professionnels de pouvoir se concerter afin de pouvoir mieux appréhender les situations complexes.			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			Oui
<b>DESCRIPTION</b>			
Obj spécifique	Prise en charge coordonnée entre les différents professionnels des personnes en situation complexe		
Obj opérationnel 1	Ramener vers le soin les personnes présentant une pathologie mentale		
Obj opérationnel 2	Développer une culture et des pratiques communes autour des problématiques liées à l'exclusion		
<p>Installation d'une rencontre mensuelle des professionnels du champ sanitaire, social et mental au cours de laquelle sont traitées les situations complexes présentées par l'ensemble des personnes confrontées à ce type de situation (bailleurs sociaux, curateur, CLIC...)</p> <p>De cette instance est née le besoin de la mise en place d'une action de médiation en santé permettant par ailleurs un suivi des situations par un accompagnement individuel et adapté. Cette instance s'inscrit sur un territoire où un CLSM a été mis en place en 2015 permettant une mobilisation de tous autour des questions liées à la santé mentale.</p>			
Public cible	Les audoniens et plus particulièrement les patients psychiatriques n'ayant pas d'entourage soutenant		
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine	Territoire :	Tout le territoire du CLS
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?			Oui
<b>TYPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>			
Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social		
Thème 1	Intervention globale pour personne en difficulté sociale	Si autre :	
Thème 2		Si autre :	
Thème 3		Si autre :	
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?			1.2      5.2
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé			
Créer les conditions d'habitat, de logement, et d'hébergement favorables à la santé des publics les plus fragiles			
Articulation avec d'autres plans locaux			
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>			
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources
Santé	CLSM, CMS, CMP		Oui
Politique de la ville	ASV	Oui	
Santé	SCHSE	Oui	
Social	Service social, Bailleurs sociaux	Oui	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?			Non
Si oui, précisez :			Quel degré ?
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>			
Indicateur processus	Nombre et typologie des situations complexes traitées en RESAD et lien avec les initiatives du CLSM		
Indicateur activité 1	Nombre de réunions, d'institutions impliquées		
Indicateur activité 2	Nombre de bénéficiaires		
Indicateur résultat 1	Nombres de prise en charge		
Indicateur résultat 2			



<b>FICHE ACTION 16</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Santé mentale			
Intitulé de l'action		Plateforme jeunesse			
Porteur de l'action	CLSM	Début nov-18	Fin déc-22		
<b>JUSTIFICATION</b>					
Bilan 2018 : 47 situations, 33 rencontres, 22 réunions de rencontres partenariales sans le jeune, 22 rencontres de jeunes					
Des adolescents expriment leur mal être par des troubles des conduites à risques, Des acteurs de terrain qui atteignent leurs limites avec un public en souffrance					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			Oui		
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			Oui		
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Améliorer la prise en charge des adolescents				
Obj opérationnel 1	Repérer et d'évaluer la souffrance psychologique des jeunes, les orienter et les accompagner vers les soins				
Obj opérationnel 2	Soutenir les professionnels et les aidants dans leur rôle auprès des jeunes.				
La plateforme jeunesse santé mentale est un dispositif qui vise à améliorer le repérage et l'accès aux soins des jeunes de 12 à 25 ans en situation de souffrance psychologique.					
Elle concerne autant les jeunes en rupture de soins que ceux qui n'ont jamais bénéficié de soins. Elle couple une instance de concertation (qui se réunit alternativement à Saint Ouen et à Saint Denis) et une équipe mobile (psychologue, médecin psychiatre, éducatrice).					
Cette plateforme propose un soutien aux adolescents et aux jeunes adultes de Saint-Denis et de Saint-Ouen-Sur-Seine mais également aux professionnels qui les accompagnent.					
L'instance de concertation a pour objectifs de permettre le partage et la définition de stratégies socio-éducatives et thérapeutiques, et la construction de réponses plurielles adaptées aux problématiques de chaque situation présentée					
- Phase de conception : Mai 2015 à Mars 2017					
- Phase de préfiguration : en 2 temps de avril à décembre 2017 et de janvier à juin 2018					
- Phase expérimentale : juillet 2018 à décembre 2020					
Public cible	Les adolescents de 12 à 25 ans en souffrance et leur famille				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine - Saint-Denis	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?			Non		
<b>TPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre :			
Thème 2	Médiation en santé et du « aller-vers »	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?			2.3 1.1		
Anticiper et optimiser les prises en charge non programmées					
Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Medico-social	CMP Saint-Denis, équipe mobile,	Oui			Oui
Santé	Coordinatrice CLSM, ARS	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	Coordinateur CLSM Saint-Denis	Oui	Oui	Oui	Oui
Politique de la ville	Mission locale				
Education	Education nationale				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombre et typologie des situations complexes traitées				
Indicateur activité 1	Nombre de réunions, d'institutions impliquées				
Indicateur activité 2	Nombre de bénéficiaires				
Indicateur résultat 1	Nombres de prise en charge				
Indicateur résultat 2					

<b>FICHE ACTION 17</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Santé mentale			
Intitulé de l'action		Poursuivre et renforcer la dynamique engagée par le Conseil local de santé mentale (CLSM)			
Porteur de l'action		Coordinatrice CLSM	Début janv-18		Fin déc-22
<b>JUSTIFICATION</b>					
Face à l'augmentation des situations de précarité, le constat d'une violence au quotidien se fait davantage sentir. Des personnes se laissent dériver et font face à de vraies souffrances.					
Des liens forts existent entre les questions de santé mentale et d'habitat : conditions de vie, cadre du logement					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Promouvoir au niveau local la santé mentale globale : Prévention – soins – insertion sociale				
Obj opérationnel 1	Échanger les points de vue, approches et connaissances pour proposer des hypothèses de travail.				
Obj opérationnel 2	Mettre en œuvre un plan d'action afin de mieux répondre aux besoins de la population du territoire concerné				
L'approche aide à déstigmatiser les personnes confrontées aux pathologies psychiques et mobilise de manière coordonnée et articulée l'ensemble des ressources locales, en particulier celles opérant dans les domaines sanitaire, médico-social et social					
la création en cours d'une RESAD centré sur la prise en charge de situations individuelles complexes, les liens de qualité existants entre la ville et le centre médico-psychologique de Saint-Denis, des professionnels (insertion, PMI, associations d'accompagnements, ...) reconnus par la population, sont des éléments qui permettent d'appréhender cette thématique complexe sur plusieurs aspects					
C'est un espace durable et fluide de concertation, coordination, information, voire de formation entre services publics, partenaires médico-sociaux et représentants des usagers. Il tend au décloisonnement entre services et associations.					
Anime la plateforme de coordination d'acteur et les différentes instances (Copil, groupes de travail, assemblée plénière).					
- Mettre en œuvre des actions (GEM, Formation SDRE)					
- Communiquer et informer les habitants, les professionnels.					
Public cible	Audoniens				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine		Territoire : Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					
<b>TYPLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé mentale		Si autre :		
Thème 2	Intervention globale pour personne en difficulté sociale		Si autre :		
Thème 3			Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					2.3
Anticiper et optimiser les prises en charge non programmées					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	CMP, Coordinatrice CLSM				
Politique de la ville	ASV				
Autre	Professionnel municipal, UNAFAM				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :					Quel degré ?
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Implications des partenaires				
Indicateur activité 1	Nombre d'actions, de groupe de travail				
Indicateur activité 2	Nombre de participants				
Indicateur résultat 1	Nombre d'orientations				
Indicateur résultat 2					

FICHE ACTION 18		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Santé mentale			
Intitulé de l'action		Santé mentale et renouvellement urbain			
Porteur de l'action	Coordinatrice CLSM	Début janv-19		Fin déc-22	
JUSTIFICATION					
2 NPRU 2014-2024. Un parc immobilier avec au moins 60% de parc privé, qui se caractérise par de petites copropriétés, des petits logements sans confort, de l'habitat indigne,					
ARS IDF a initié une étude expérimentale visant à renforcer la prise en compte des enjeux de santé mentale dans la dynamique des projets de renouvellement urbain accompagnés par l'ANRU					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Articuler le renouvellement urbain avec les enjeux de santé				
Obj opérationnel 1	Améliorer l'information aux audoniens et répondre au mieux à leurs sollicitations				
Obj opérationnel 2					
7 pistes d'actions :					
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place, tout au long de la durée du Projet ANRU, un renforcement et une analyse des recours au CMP</li> <li>- Construire des formations sur la santé mentale à destination des gardiens, employés, des bailleurs pour prévenir et détecter les vulnérabilités et savoir les orienter.</li> <li>- Développer un projet spécifique autour de la lutte contre l'isolement des personnes âgées des quartiers ANRU, dans la continuité du projet Monalisa</li> <li>- Renforcer la végétalisation comme facteur de promotion de la santé mentale</li> <li>- Repérer et accompagner spécifiquement des personnes à "risque psychologique/vulnérabilité" dans le cadre des "chartes de relogement" des projets ANRU</li> <li>- Structurer dans la future charte GUP un cadre pour des actions des DSU favorables à la santé mentale</li> <li>- Groupe de parole ASV autour du bien-être, la santé mentale et le cadre de vie</li> </ul>					
Public cible	Les habitants des quartiers				
Lieu de l'action	NPRU	Territoire :		Un ou plusieurs QPV	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Circonstances matérielles				
Thème 1	Santé mentale	Si autre :			
Thème 2		Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					5.3
Généraliser les démarches d'intégration de la santé dans l'urbanisme et l'aménagement dans le contexte du grand Paris					
Articulation avec d'autres plans locaux	NPRU				
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	CLSM, CMP	Oui	Oui	Oui	Oui
Santé	ARS IDF				
Autre	Plaine commune, les habitants des quartiers NPRU				
Autre	ANRU				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :		5 réunions publiques		Quel degré ? Consultation	
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus					
Indicateur activité 1					
Indicateur activité 2					
Indicateur résultat 1					
Indicateur résultat 2					



<b>FICHE ACTION 19</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Lutte contre les violences faites aux femmes			
Intitulé de l'action		Mise en place d'une consultation victimologie			
Porteur de l'action	Prévention dela délinquance	Début nov-19		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Impact néfaste des violences intrafamiliales sur les femmes et aussi sur les enfants exposés à ces violences.					
Les enfants exposés à ces violences, nécessitent une prise en charge psychologique.					
La prise en charge d'un enfant exposé à ces violences, nécessite une évaluation rapide et d'apporter une réponse adaptée.					
Elle n'implique pas forcément un suivi à long terme mais un accompagnement ponctuel et rapide.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Apporter une réponse aux besoins des enfants de 3 à 12 ans exposés aux violences intrafamiliales				
Obj opérationnel 1	Evaluer l'impact des violences vécues par les enfants				
Obj opérationnel 2	Apporter une réponse individuelle et adaptée				
<b>Fiche d'intention</b>					
Constat chiffré réalisé par l'intervenante sociale en commissariat sur la base de l'activité du commissariat local, établissant pour l'année 2018 que					
- 278 personnes ont été reçues sur les thématiques de conflit de couple, conflit intrafamilial, conflit lié à la séparation, violences dans le couple, violences par ex-conjoint (200 personnes en 2017).					
- 42 mineurs en 2018 (61 mineurs en 2017)					
Il ressort également que l'activité de brigade locale de protection de la famille du commissariat traite de plus en plus de procédures relatives aux conflits conjugaux. Par exemple, pour le début 2018, la brigade avait déjà traité 26 procédures de non-représentation d'enfants, 14 procédures d'agressions sexuelles et de viols sur mineurs, 47 procédures de violences conjugales et 18 de harcèlement moral ou menaces de mort.					
Peu de places d'accueil en consultation centre médico-psychologique (CMP) disponibles sur la ville.					
Les consultations de victimologie seront assurées par un psychologue de l'Institut de victimologie, spécialisé dans la prise en charge du psycho trauma.					
Cette consultation va évaluer, prendre en charge et orienter le mineur, selon ses besoins de suivi psychologique.					
En pratique, chaque enfant nécessitant un accompagnement psycho traumatique pourra bénéficier de 6 consultations en moyenne avant d'être éventuellement orienté.					
Public cible	les enfants de 3 à 12 ans				
Lieu de l'action	CMS Barbusse	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
<b>TYPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé de l'enfant	Si autre :			
Thème 2	Réduction des risques et dommages	Si autre :			
Thème 3	Santé mentale	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					1.2      2.1
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé					
Améliorer la connaissance des besoins et de la qualité des réponses					
Articulation avec d'autres plans locaux	CLSPD - 5ème plan interministériel de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes - programme régional de lutte contre les violences faites aux femmes de l'ARS				
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	CMS	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	Institut de victimologie	Oui	Oui	Oui	Oui
Social	Intervenante sociale en commissariat	Oui		Oui	Oui
Social	Service social ,PAD			Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombre et typologie des situations complexes traitées				
Indicateur activité 1	Nombre de consultations				
Indicateur activité 2	Nombre de bénéficiaires				
Indicateur résultat 1	Nombre d'orientations				
Indicateur résultat 2	Bilan de satisfaction (questionnaire et entretien) des partenaires				

<b>FICHE ACTION 20</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Lutte contre les violences faites aux femmes			
Intitulé de l'action		Ateliers de prévention des comportements sexistes dans les collèges			
Porteur de l'action	Chargée des droits des femmes	Début janv-18		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Au cours de l'année scolaire 2017-2018, l'équipe éducative du collège Joséphine Baker a alerté sur des problématiques de violences sexistes se traduisant par des comportements de harcèlement dans les espaces récréatifs.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ? Oui					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? Oui					
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Prévenir et réduire les comportements et les violences sexistes dans les relations filles-garçons				
Obj opérationnel 1	Sensibiliser les collégien-ne-s et les professionnel-le-s des établissements scolaires				
Obj opérationnel 2	Accompagner les collégien-ne-s dans la création de leurs propres outils de prévention				
L'Observatoire départemental des violences envers les femmes organise depuis 2008 des rencontres "Jeunes contre le sexisme", destinées aux élèves des collèges qui ont inscrit la lutte contre le sexisme et le cybersexisme dans leur projet d'établissement.					
Conscient que des actions d'amorçage sont de nature à accompagner la dynamique de prévention sur les territoires, l'Observatoire départemental des violences envers les femmes a proposé :					
- d'associer la Ville à la programmation du 2ème festival de films "Jeunes contre le sexisme" (projections de vidéos réalisées par des collégien-ne-s à l'attention des classes de 3e du collège Joséphine Baker) en partenariat avec l'Espace 1789 - octobre 2018 ;					
- de financer un théâtre-forum "égalité filles-garçons" à l'attention des collégien-ne-s (classes de 5e du collège Michelet et de 4e du collège Baker) à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination des violences envers les femmes - novembre 2018 ;					
- d'accompagner la création d'outils de prévention par des élèves volontaires destinés à leurs pair-e-s (ateliers de réalisation d'affiches - 2018-2019 et d'une vidéo 2019-2020) ;					
- d'associer les deux autres collèges du territoire (Jaurès et Michelet) à la poursuite de la dynamique de prévention des comportements sexistes.					
Public cible	Les collégiens De Saint-Ouen-Sur-Seine				
Lieu de l'action	Les 3 collèges	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TYPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé sexuelle et vie affective	Si autre : Education			
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre : Prévention des violences sexistes			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					4.1
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec d'autres plans locaux	Dispositif départemental "jeunes contre le sexisme"				
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Education	Collèges (Equipe Pédagogique et éducative)	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	Observatoire DPT des violences envers les femmes	Oui	Oui	Oui	Oui
Autre	Associations		Oui		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :		Réunions (CESC), cours, ateliers, expositions		Quel degré ? Implication	
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombres et implications du partenariat				
Indicateur activité 1	Nombres de réunions				
Indicateur activité 2	Nombres de collégiens				
Indicateur résultat 1	Bilan de la production (Affiches, Expositions, vidéos,...)				
Indicateur résultat 2	Bilan de satisfaction (questionnaire et entretien) des partenaires et des collégiens				

<b>FICHE ACTION 21</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Lutte contre les violences faites aux femmes			
Intitulé de l'action		Annuaire ressource à l'attention des services du public			
Porteur de l'action	Chargée des droits des femmes	Début avr-19		Fin avr-20	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Au plan local, il est essentiel de rendre lisibles les actions et la coordination des services municipaux et des associations impliqués dans l'accompagnement et l'aide aux victimes de violences conjugales.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ? <span style="float:right">Oui</span>					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? <span style="float:right">Oui</span>					
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Formaliser le parcours de prise en charge des femmes victimes de violences et redynamiser le réseau local				
Obj opérationnel 1	Informier sur les concepts, l'impact des violences et le droit				
Obj opérationnel 2	Mettre à disposition les coordonnées des structures ressources pour protéger et accompagner les victimes				
Il s'agit :					
<p>- d'un annuaire à destination des professionnel-le-s et des associations qui présente les capacités d'action des actrices et acteurs locaux, départementaux et nationaux. Sont notamment répertoriés : les adresses et contacts utiles, les numéros d'appel d'urgence, les démarches à effectuer pour un dépôt de plainte et une demande de mise en sécurité, les dispositifs d'accompagnement et de mise à l'abri, les lieux d'information et de prise en charge médicale et psychologique et les dispositifs spécifiques de protection.</p> <p>- d'un annuaire plus pédagogique à destination du grand public, comprenant des informations et ressources. Ce document est proposé autour de 2 grands axes : rompre l'isolement des victimes de violences conjugales, faire connaître les dispositifs de protection et les missions respectives des services et des associations.</p> <p>La création de ces supports de communication fait partie intégrante du projet "Animation d'un collectif d'information et de prévention des violences envers les femmes" (cf. fiche action 23) financé dans le cadre du contrat de Ville de Plaine Commune (2018).</p>					
Public cible	Les femmes, les professionnel-le-s et les associations qui interviennent sur le territoire				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TYPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Accès aux droits	Si autre : Information			
Thème 2	Accès aux soins	Si autre : Prévention			
Thème 3	Développement des compétences psychosociales	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?				1.2	2.1
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Améliorer la connaissance des besoins et de la qualité des réponses					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Autre	Service communication de la ville		Oui	Oui	Oui
Autre	Service de l'Etat	Oui			
Autre	Direction de l'innovation sociale et urbaine	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	Service social, CMS, Pmi, PAD, Commissariat	Oui	Oui		Oui
Autre	CLSPD, associations du territoire	Oui	Oui		Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombre de réunions				
Indicateur activité 1	Nombres d'accès au site d'information				
Indicateur activité 2	Nombres de livret d'information distribués				
Indicateur résultat 1	Nombres d'orientations (commissariat, associations services publics...)				
Indicateur résultat 2	Bilan de satisfaction (questionnaire et entretien) des partenaires				



<b>FICHE ACTION 22</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Lutte contre les violences faites aux femmes			
Intitulé de l'action		Prévention des violences à caractère sexuel en milieu scolaire			
Porteur de l'action	Chargée des droits des femmes	Début janv-20		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Cette proposition d'action fait suite aux alertes de professionnel-le-s de santé intervenant en milieu scolaire.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ? <span style="float: right;">Oui</span>					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ? <span style="float: right;">Oui</span>					
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Doter les élèves des moyens de comprendre les violences et de la capacité à alerter la communauté éducative				
Obj opérationnel 1	Outils la communauté scolaire dans la prévention et la prise en charge des agressions sexuelles				
Obj opérationnel 2					
<b>Fiche d'intention</b>					
<p>Les violences à caractère sexuel recouvrent toutes les situations où une personne cherche à imposer à autrui un comportement sexuel réduisant l'autre à l'état d'objet. Ces violences peuvent prendre diverses formes : propos sexistes, invitations trop insistantes, harcèlement, exhibitionnisme, chantage, menaces ou utilisation de la force pour parvenir à ses fins.</p> <p>Un programme spécifique de prévention des agressions sexuelles conçu pour les élèves de grande section de maternelle, du CM2 est mis en oeuvre dans le département depuis 1986. Ce programme s'effectue en plusieurs phases, la première en direction des adultes de la communauté scolaire, la seconde auprès des élèves.</p>					
Public cible	Les jeunes de 7 à 10 ans (écoles primaires)				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
<b>TPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé de l'enfant	Si autre : Education			
Thème 2	Santé sexuelle et vie affective	Si autre : Prévention			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					0
Non concerné					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Autre	Association (CFCV)	Oui	Oui	Oui	Oui
Education	Equipe pédagogique, éducative, technique et admin)	Oui	Oui		Oui
Medico-social	Infirmières scolaires, centre de planification	Oui	Oui		Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombres et implications du partenariat				
Indicateur activité 1	Nombres de classes				
Indicateur activité 2	Nombres de réunions				
Indicateur résultat 1	Niveau d'implication des parents d'élèves				
Indicateur résultat 2	Autres d'outils d'évaluation du CFCV				

FICHE ACTION 23		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Lutte contre les violences faites aux femmes			
Intitulé de l'action		Session de sensibilisation et de prévention des violences envers les femmes et des violences intrafamiliales			
Porteur de l'action		Chargée des droits des femmes	Début janv-19      Fin déc-22		
JUSTIFICATION					
Renouvellement de cette type action tous les 2/3 ans afin de sensibiliser les professionnel-le-s nouvellement arrivé-e-s dans la collectivité ou dans les associations locales et de soutenir la dynamique du réseau local.					
Mise en œuvre au premier semestre 2019, cette action a notamment été déployée auprès des services opérationnels de la collectivité, des associations locales, de l'éducation nationale et de la police nationale.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			Oui		
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			Oui		
DESCRIPTION					
Obj spécifique	Outiller les professionnel-le-s dans la détection, l'orientation et l'accompagnement des situations				
Obj opérationnel 1	Redynamiser le réseau local de prévention				
Obj opérationnel 2					
En septembre 2017, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination des violences envers les femmes, l'Observatoire départemental des violences envers les femmes a préconisé la mise en œuvre d'une session de sensibilisation et de prévention sur un schéma déployé depuis plusieurs années dans les villes de Seine-Saint-Denis dans l'objectif :					
1 - de proposer un socle commun de connaissances aux personnes en contact potentiel avec ces publics (compréhension des mécanismes qui sous-tendent ces violences, détection des situations, connaissance des moyens et dispositifs) sur 3 niveaux d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Repérage des situations de femmes victimes de violences ;</li> <li>- Accueil et orientation des femmes victimes de violences ;</li> <li>- Accompagnement des femmes victimes de violences.</li> </ul>					
2 - d'impulser une démarche partenariale en favorisant notamment un parcours coordonné d'accompagnement.					
Un cinquième module "Prévention des violences dans les relations amoureuses entre jeunes" a été proposé en partenariat avec le Collectif féministe contre le viol (CFCV).					
Public cible	Les agents de la collectivité, les associations du territoire et les personnels des institutions				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine	Territoire :	Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?			Oui		
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Intervention globale pour personne en difficulté sociale	Si autre : Apport de connaissances			
Thème 2	Santé de la femme	Si autre : Information			
Thème 3	Santé de l'enfant	Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?		1.2	2.1		
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Améliorer la connaissance des besoins et de la qualité des réponses					
Articulation avec d'autres plans locaux	CLSPD				
PARTENAIRES ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Autre	Observatoire DPT des violences envers les femmes	Oui		Oui	Oui
Autre	CFCV, SOS femmes 93, CIDFF 93, ADN 93			Oui	Oui
Education	Education Nationale,		Oui		
Autre	Services opérationnels de la collectivité		Oui		
Autre	Les associations du territoire		Oui		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateur processus	Nombres et implications du partenariat				
Indicateur activité 1	Nombres de modules de sensibilisation				
Indicateur activité 2	Nombres d'inscription				
Indicateur résultat 1	Nombres de participants				
Indicateur résultat 2	Bilan de satisfaction (questionnaire et entretien) des partenaires et participants				

FICHE ACTION 24		Saint-Ouen			
Axe Stratégique		Addictions et santé sexuelle			
Intitulé de l'action		Développer la prévention et la prise en charge des addictions chez les jeunes			
Porteur de l'action	Service prévention	Début janv-18		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Certaines consommations sont ancrées sur le territoire. Cumul de nombreux problèmes entre conduites à risques, addictions et mal être					
Le choix s'est ciblé sur la formation des éducateurs sur les questions d'addictions de manière à ce qu'ils puissent repérer et orienter vers le soin, les jeunes en difficultés avec leurs consommations de substances psycho-actives					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Favoriser l'accès à la prévention des jeunes et à la formation des éducateurs				
Obj opérationnel 1	Repérer les jeunes les plus éloignés du système de santé				
Obj opérationnel 2	Créer du lien et orienter vers le CSAPA				
Le projet initial a évolué vers la création d'un réseau local d'adultes professionnels et/ou d'adultes ressources dans les quartiers formés aux questions de cannabis					
Le travail mené a permis de sensibiliser les professionnels de 1ères lignes en organisant des séances de formation, de travailler sur les représentations, sur les postures professionnelles et sur l'état des connaissances des questions liées au cannabis.					
En 2016, 8 séances de formation ont concernées 82 personnes :					
Educateurs de la Fondation Jeunesse Feu vert, conseillère conjugale, responsables et animateurs du service jeunesse, animateurs sportifs, directeurs et animateurs des centres de loisirs, maîtres de maison de l'Espace Henri Grouès (CCAS), Agents de la police municipale, référente de parcours du Programme de Réussite Educative, animateurs des Maisons de quartier, des assistantes sociales et infirmières de l'Education nationale, personnels médicaux et paramédicaux des centres municipaux de santé, responsables d'association (Secours catholique, Apéee).					
Ces séances ont permis d'aborder l'importance du travail en réseau et du maillage qu'il est nécessaire de construire pour proposer un accompagnement adapté aux consommateurs qui sont demandeurs.					
Public cible	Les jeunes audoniens				
Lieu de l'action	Maison de quartier, espace jeune, BIJ,...	Territoire :	Un ou plusieurs QPV		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Addiction	Si autre :			
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?				1.2	4.1
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés					
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Education	Education Nationale (CESC)	Oui			Oui
Emploi/Insertion	Mission locale	Oui			Oui
Politique de la ville	ASV	Oui	Oui		Oui
Medico-social	CSAPA	Oui	Oui	Oui	Oui
Santé	Service prévention		Oui	Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :	Réunion de quartier	Quel degré ? Consultation			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombre de réunions préparatoires, de partenaires identifiés et impliqués				
Indicateur activité 1	Nombre de jeunes rencontrés				
Indicateur activité 2					
Indicateur résultat 1	Bilan de satisfaction (questionnaire et entretien) des éducateurs				
Indicateur résultat 2					



<b>FICHE ACTION 25</b>		<b>Saint-Ouen</b>	
Axe Stratégique		Addictions et santé sexuelle	
Intitulé de l'action		Maintenir l'offre de prévention et de soins au planning familial	
Porteur de l'action	Service prévention	Début janv-18	Fin déc-22
<b>JUSTIFICATION</b>			
Lutte contre les violences : sensibilisation			
Rapport au corps, l'image de soi, le rapport à l'autre			
Des rapports entre garçons et filles fortement dégradés et des rapports entre adultes et jeunes également souvent dégradés			
Santé sexuelle			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			Oui
<b>DESCRIPTION</b>			
Obj spécifique	Proposer un accueil inconditionnel, anonyme et gratuit à l'ensemble des adolescents et des jeunes adultes		
Obj opérationnel 1	Poursuivre et renforcer les actions de prévention vers les collégiens et lycéens		
Obj opérationnel 2	Permettre l'identification de la permanence et/ou des personnes ressources pour s'informer et en parler.		
<b>Thématiques</b>			
Prévention et lutte contre le viol			
Prévention et lutte contre les violences au sein du couple			
Rapport au corps			
Santé, sexualité, IVG, contraception			
<b>Sensibilisation, information : école élémentaire, collège, lycée</b>			
Installation un temps et un espace de dialogue et de débat, permettant aux élèves de s'exprimer sur les sujets et les préoccupations qui les concernent. Les interventions sont évolutives en fonction de l'âge des élèves et de leurs demandes. L'important est d'être au plus proche de leurs attentes et de leurs questionnements			
<b>Consultation</b>			
Gynécologue et infirmière			
<b>Permanence</b>			
Public cible	Les audoniens	Territoire :	Tout le territoire du CLS
Lieu de l'action	Planning familial		Oui
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?			Oui
<b>TYPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>			
Déterminant visé	Facteurs comportementaux (style de vie)		
Thème 1	Santé sexuelle et vie affective	Si autre :	
Thème 2	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre :	
Thème 3		Si autre :	
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?			1.2 4.1
Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisés			
Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif			
Articulation avec d'autres plans locaux			
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>			
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources
		Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	Planning familial, service prévention. CMS		
Politique de la ville	ASV, Mission locale		
Education	Education nationale		
Autre	Mission locale, Conseil Départemental		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?			Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?	
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>			
Indicateur processus	Nombre de partenaires impliqués		
Indicateur activité 1	Nombre de permanences mise en place, nombre d'heures e permanences effectués		
Indicateur activité 2			
Indicateur résultat 1	Nombre d'orientation, de prise en charge, de consultations		
Indicateur résultat 2			

<b>FICHE ACTION 26</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Addictions et santé sexuelle			
Intitulé de l'action		Renforcer le partenariat entre le CSAPA, la PMI et l'ASE			
Porteur de l'action	Service Prévention	Début janv-20		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Existence de parents isolés ayant des problèmes d'addiction, et se trouvant dans l'incapacité temporaire d'assumer la sécurité de leurs enfants					
Mineurs en danger au sein de la famille					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Harmoniser les procédures en cas de signalement d'informations préoccupantes				
Obj opérationnel 1	Assurer une prise en charge médico-sociale de la personne ayant des conduites addictives				
Obj opérationnel 2	Favoriser la protection des mineurs exposés aux violences intrafamiliales				
Pour les patients/patientes parents isolés ayant des enfants mineurs : élaboration et envoi des informations préoccupantes à la CRIP, participation aux réunions pluriprofessionnelles à l'ASE, maintien du lien thérapeutique avec la personne concernée par l'addiction, collaboration avec la PMI, et les structures de thérapie familiale.					
Collaboration entre CSPA /PMI/ASE : réunion d'information visant à établir et organiser la collaboration entre structures					
Public cible	patients/patientes parents isolés ayant des enfants mineurs				
Lieu de l'action	CSAPA (CMS Barbusse)	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TYPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Système de santé				
Thème 1	Santé de l'enfant	Si autre : Protection			
Thème 2		Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyse des besoins	Mobilisation de ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Medico-social	CSAPA, PMI	Oui	Oui	Oui	Oui
Social	ASE	Oui	Oui	Oui	Oui
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	nombre de situations étudiées par l'équipe pluri-professionnelles				
Indicateur activité 1	Nombre de sollicitations par les acteurs du territoire				
Indicateur activité 2	Nombre et diversité des acteurs relais touchés				
Indicateur résultat 1	Nombre de signalement SDRE				
Indicateur résultat 2	Nombre de bénéficiaires				

<b>FICHE ACTION 27</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Santé et habitat			
Intitulé de l'action		Gestion des pollutions environnementales			
Porteur de l'action	Service communal d'hygiène, santé et environnement	Début janv-18		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Forte présence sur le territoire d'entreprises classées pour l'environnement (ICPE) . Passé industriel de la ville.					
Développement du territoire qui induit l'implantation d'équipement de téléphonie mobile.					
Inquiétude et sollicitation des riverains sur la présence de la potentialité de ces pollutions et l'impact qu'elles peuvent induire sur leur santé.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Participer à la réduction des différentes pollutions, par une meilleure connaissance des sources d'exposition				
Obj opérationnel 1	Améliorer l'information aux audoniens et répondre au mieux à leurs sollicitations				
Obj opérationnel 2	Développer un protocole de coopération avec la DRIEE concernant les ICPE				
Le Service Hygiène s'inscrit dans la volonté de la municipalité de permettre à la population Audonienne d'être informé sur l'environnement dans ils vivent et les potentiels risques environnementaux; le Plan Communal de Sauvegarde , le Document d'information communal sur les risques majeurs sont la base de cette information,					
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des outils de communication et d'information pour les audoniens</li> <li>- Organiser des réunions de quartier sur des thématiques du risque environnemental</li> <li>- Renforcer la coordination des acteurs de la prévention environnemental (DRIEE - ARS - Associations)</li> </ul>					
Public cible	Les Audoniens				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine	Territoire :		Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TYPLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Circonstances matérielles				
Thème 1	Nuisances environnementales (sites pollués, air, bruit)	Si autre :			
Thème 2		Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					0
Non concerné					
Articulation avec d'autres plans locaux	PRSE 3				
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co- Pilotage
Santé	SCHS	Oui	Oui	Oui	Oui
Logement/Habitat	UT Habitat de plaine-commune				
Environnement	Service environnement de la municipalité				
Santé	ARS				
Autre	Préfecture				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombres de partenaires impliqués				
Indicateur activité 1	Nombres d'interventions, de réunions				
Indicateur activité 2	Nombres de plaintes des audoniens				
Indicateur résultat 1					
Indicateur résultat 2					



<b>FICHE ACTION 28</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Santé et habitat			
Intitulé de l'action		Réduire les conséquences sur la santé de l'habitat insalubre			
Porteur de l'action	Service communal d'hygiène, santé et environnement	Début janv-18		Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Le taux du Parc Privé potentiellement indigne (PPPI) et de logements insalubres restent particulièrement élevé par rapport à la moyenne départementale. Deux dispositifs en cours, l'OPAH et le PRIR					
La présence d'habitat indigne, source de danger pour la santé et la sécurité des habitants, est importante et nécessite des actions.					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Améliorer la santé des occupants				
Obj opérationnel 1	Mettre en place les procédures coercitives à l'encontre des propriétaires				
Obj opérationnel 2	Améliorer l'accompagnement social et sanitaire des personnes vivant dans l'habitat insalubre				
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer le partenariat avec l'UT habitat dans le cadre des travaux d'office</li> <li>- Mise en œuvre des orientations du PDLHI notamment à l'encontre des "Marchand de sommeil"</li> <li>- Mise en œuvre du Permis de louer (création des outils / évaluation de l'impact du dispositif)</li> </ul>					
Public cible	Les audoniens				
Lieu de l'action	Saint-Ouen-Sur-Seine	Territoire	Un ou plusieurs QPV		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Oui
<b>TYPOLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Circonstances matérielles				
Thème 1	Habitat indigne	Si autre :			
Thème 2		Si autre :			
Thème 3		Si autre :			
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					5.2
Créer les conditions d'habitat, de logement, et d'hébergement favorables à la santé des publics les plus fragiles					
Articulation avec d'autres plans locaux	PRSE3				
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	SCHS, Médiatrice santé	Oui	Oui	Oui	Oui
Logement/Habitat	UT Habitat de plaine-commune				
Autre	Bailleurs sociaux, opérateurs (architecte, ...)				
Santé	ARS				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Non
Si oui, précisez :		Quel degré ?			
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombres de partenaires impliqués, création d'indicateurs de suivi				
Indicateur activité 1	Nombres de plaintes traitées				
Indicateur activité 2	Nombre de personnes orientés (AS, RESAD, ...)				
Indicateur résultat 1	Nombres d'arrêtés				
Indicateur résultat 2					

<b>FICHE ACTION 29</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
<b>Axe Stratégique</b>		<b>Santé et habitat</b>			
<b>Intitulé de l'action</b>		Amélioration de l'identification et de la prévention des pathologies liées à l'habitat dégradé			
<b>Porteur de l'action</b>	Service communal d'hygiène, santé et environnement	<b>Début</b> janv-18		<b>Fin</b> déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
L'habitat dégradé est un impact sur les conditions de santé des occupants. Importance de la transversabilité					
Tout le monde intervient mais chacun de son côté, renforcement du partenariat avec les acteurs et professionnels de santé					
Manque de visibilité à l'information de l'habitat indigne pour les audoniens					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					
Oui					
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					
Oui					
<b>DESCRIPTION</b>					
<b>Obj spécifique</b>	Information, sensibilisation aux professionnels de santé				
<b>Obj opérationnel 1</b>	Améliorer la santé des occupants				
<b>Obj opérationnel 2</b>					
- Développer un protocole d'orientation des occupants des logements dégradés vers les acteurs et professionnels de santé					
- Organiser des réunions pluridisciplinaires sur l'impact des logements insalubres sur la santé des occupants (humidité, plomb, isolation)					
- Plaquette de communication					
<b>Public cible</b>	Les audoniens				
<b>Lieu de l'action</b>	Saint-Ouen-Sur-Seine		<b>Territoire :</b>	Un ou plusieurs QPV	
<b>L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?</b>					Oui
<b>TYPLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
<b>Déterminant visé</b>	Circonstances matérielles				
<b>Thème 1</b>	Habitat indigne		<b>Si autre :</b>		
<b>Thème 2</b>			<b>Si autre :</b>		
<b>Thème 3</b>			<b>Si autre :</b>		
<b>A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?</b>					4.3
<b>Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité</b>					
<b>Articulation avec d'autres plans locaux</b>	PRSE3				
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
<b>Secteur</b>	<b>Partenaires</b>	<b>Analyse des besoins</b>	<b>Mobilisation des ressources</b>	<b>Mise en œuvre</b>	<b>Co-Pilotage</b>
Santé	SCHS, Médiatrice santé	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	CMS, Service social				
Petite enfance	PMI				
Santé	ARS				
<b>Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?</b>					Oui
<b>Si oui, précisez :</b>		Réunion de quartier, Association		<b>Quel degré ?</b> Information	
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
<b>Indicateur processus</b>	Nombres de partenaires impliqués				
<b>Indicateur activité 1</b>	Nombre de sollicitations des audoniens et des partenaires				
<b>Indicateur activité 2</b>					
<b>Indicateur résultat 1</b>	Bilan de satisfaction (questionnaire et entretien) des partenaires				
<b>Indicateur résultat 2</b>	Efficience du protocole				

<b>FICHE ACTION 30</b>		<b>Saint-Ouen</b>			
Axe Stratégique		Santé et habitat			
Intitulé de l'action		Lutte contre les nuisibles principalement les punaises de lit			
Porteur de l'action		Service communal d'hygiène, santé et environnement		Début janv-19      Fin déc-22	
<b>JUSTIFICATION</b>					
Depuis les années 1990, une recrudescence mondiale est observée, La Seine Saint Denis n'échappe pas à cette infestation, le signalement de la présence de punaises de lit ne cesse d'augmenter chez les bailleurs et dans l'habitat privée.					
Les punaises de lit ne sont pas considérées comme des nuisibles.					
Augmentation du nombre de consultation à la Clinique du Landy dû aux punaises de lit					
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?					Oui
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?					Oui
<b>DESCRIPTION</b>					
Obj spécifique	Informier, sensibiliser les audoniens				
Obj opérationnel 1	Mettre en place un groupe de travail sur cette thématique				
Obj opérationnel 2	Sensibiliser les Hôtels sociaux en matière de lutte contre les punaises				
<b>Fiche d'intention</b>					
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunion d'information dans les maisons de quartier (Méthodologie de lutte)</li> <li>- Organisation d'une rencontre avec les Hôteliers de la Ville et le Samu Social</li> <li>- Réalisation d'une cartographie pour connaître les zones particulièrement infestés</li> </ul>					
Public cible		Les audoniens			
Lieu de l'action		Saint-Ouen-Sur-Seine		Territoire : Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique du CLS) ?					Non
<b>TYPLOGIE ET THEMATIQUE</b>					
Déterminant visé	Circonstances matérielles				
Thème 1	Santé mentale		Si autre :		
Thème 2	Habitat indigne		Si autre :		
Thème 3			Si autre :		
A quel projet(s) du Schéma Régional de Santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle ?					5.1
Mettre en œuvre une stratégie de plaidoyer en faveur de la santé globale					
Articulation avec d'autres plans locaux					
<b>PARTENAIRES ET PARTICIPATION</b>					
Secteur	Partenaires	Analyses des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-Pilotage
Santé	SCHS, Médiatrice santé	Oui	Oui	Oui	Oui
Medico-social	CMS, service social				
Logement/Habitat	Bailleurs				
Santé	ARS				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					Oui
Si oui, précisez :		Réunion de quartier, rencontres individuelles		Quel degré ? Consultation	
<b>SUIVI ET EVALUATION</b>					
Indicateur processus	Nombre de partenaires impliqués				
Indicateur activité 1	Nombre de sollicitations des audoniens et des partenaires				
Indicateur activité 2	Nombre d'intervention du prestataire de désinsectisation				
Indicateur résultat 1	Taux de reinfestation				
Indicateur résultat 2					

